Vol 19 # 17 • Du 23 au 29 Octobre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



# JON FINER EMBARRASSE LESLIE VOLTAIRE !



Voir page 3

Le mercredi 16 octobre 2024, une délégation américaine de haut rang conduite par Jon Finer, le principal conseiller adjoint à la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique, a visité le pays









# SOLIDARITÉ AVEC LES HAÏTIENS AU CAMP DE CONCENTRATION DE HAINA




Voir page 4

Ce lieu d'enfermement, célèbre pour ses terribles conditions de surpopulation et d'insalubrité, qui est à proprement parler un camp de concentration





1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

# Dehors l'impérialisme ! Au peuple de gouverner son pays !

Par Berthony Dupont

La domination de l'impérialisme américain en Haïti ne peut passer inaperçue. Mercredi dernier, la veille de la chiche commémoration de l'assassinat du Fondateur de la Nation haïtienne : Jean-Jacques Dessalines, le Grand, une haute délégation américaine arrivait dans le pays. Elle était composée de six membres, et dirigée par le principal Conseiller adjoint à la Sécurité nationale, Jon Finer, flanqué du Conseiller spécial du Président et Directeur principal pour les affaires de l'hémisphère occidental, Dan Erikson, ainsi que le Secrétaire adjoint pour l'hémisphère occidental, Brian Nichols, de l'administrateur adjoint par intérim de l'Agence américaine pour le développement international, Michael Camilleri, du Directeur exécutif du groupe de travail inter-agences du MSS au Département de la Défense, John Manza, et bien sûr le proconsul, l'ambassadeur des États-Unis en Haïti, Dennis Hankins.

Dans un sens, c'est pour assurer la bonne marche du système en leur faveur. Mais tenter de rétablir également une certaine stabilité et de l'ordre au sein de l'Exécutif. Cette délégation est venue assurer un cours de civisme à ces complices laquais, ces affairistes qu'ils ont placés au pouvoir de manière à leur enseigner que ce serait mieux de *« placer les intérêts du pays au-dessus de leurs partis »*. Selon le principal dirigeant de cette délégation Jon Finer, *« Nous voulions nous assurer que le Conseil Présidentiel de Transition et les autres institutions haïtiennes travaillaient bien ensemble et étaient capables de présenter un front uni. »* En clair, cela signifie que les Etats-Unis prônent l'unité de classe des imposteurs à leur service contre toute contestation, tout mécontentement du mouvement populaire de libération nationale.

Cet insolent cynisme affiché par Washington à ces acteurs de la classe politique qui ont déjà causé tant de dégâts au pays en dit long. L'inquiétude qui règne à la Maison Blanche est l'incapacité de ses subalternes à Port-au-Prince à mettre en œuvre les recettes qui leur ont été concoctées. D'ailleurs, sur pression de cette délégation, Edgard Leblanc Fils a dû rejoindre sans vergogne ses pairs charlatans qu'il avait dénoncé la veille et le Conseil Électoral Provisoire (CEP) malgré imputé de deux membres a été justement installé, puisque l'administration américaine ne peut plus attendre. En fait, ces Conseillers Présidentiels n'ont aucun problème, ni scrupule à ne pas respecter les lois haïtiennes, dans la mesure où ils se soumettent aux desideratas des Américains qui leur ont fait un cadeau généreux de gouverner l'Etat haïtien à l'encontre de la volonté populaire.

A l'heure où le pays sombre dans de lugubres situations, la complicité de la classe politique traditionnelle mérite d'être rappelée et dénoncée avec la plus grande force. Cette classe néo-colonisée jusqu'à la moelle, dont les mains sont rouges du sang de Jean-Jacques Dessalines et de celui de Charlemagne Péralte, n'a rien conservé qui puisse exalter notre fierté. Elle n'a aucune référence historique et n'a rien sauvegardé de quoi exhiber une certaine haïtianité. D'ailleurs, cela constitue une entrave de plus, puisqu'elle n'a jamais commémoré le Congrès de Bois-Caïman et du soulèvement des esclaves de 1791, deux événements marquant le prélude à la révolution antiesclavagiste et anticolonialiste de1804. Elle ne peut non plus nous faire revivre cette prouesse bien récente de notre libération financière sous la présidence de Dumarsais Estimé.

Celui-ci, en effet, parvint à mobiliser la nation entière autour d'un objectif simple et efficace: le remboursement d'une nouvelle dette, l'emprunt de 1922, sous le slogan : Payons les cinq millions!

Estimé osa même d'envoyer des Garde-côtes haïtiens au large de l'île « *La Navase* » afin de faire acte de souveraineté d'Haïti et reprendre la possession de cette partie de son territoire occupée illégalement par les Etats-Unis. Voilà des modèles de dirigeants nationalistes et patriotes faisant partie de notre haïtianité qui font honneur à nos racines et à nos ancêtres révolutionnaires, ils sont des symboles pouvant permettre de redécouvrir l'essence patriotique qui nous définit en tant que nation.

Nous ne sommes pas étonnés, que le pouvoir actuel issu de la classe politique traditionnelle unie aux oppresseurs, aux exploiteurs et aux pseudos organisations de « gauche » pro-impérialiste à l'instar du groupe Montana, Lavalas jouissant d'une solide tradition de corruption, de détournement de fonds des deniers publics accepte de participer à cette politique du pire. Cette classe n'a tiré aucune leçon du passé, même faire semblant de copier ce qu'ont réalisé d'autres peuples frères comme Cuba, Venezuela, Nicaragua et quelques autres récemment en Afrique, Burkina-Faso, entre autres où c'est le peuple qui gouverne puisque ces pays-là ne reçoivent plus d'ordre de Washington ou de Paris.

Trop, c'est trop ! Le peuple haïtien s'est toujours exprimé à travers des manifestations de rue, des mobilisations de masse mais la classe politique demeure sourde à ses revendications. Elle ne compte pas sur une victoire du peuple et fait fi de son droit à la souveraineté et à l'autodétermination. Cette classe révèle au grand jour ses véritables convictions politiques en cautionnant le show ridicule, criminel et indéfendable. Quand les puissances impérialistes utilisent maintenant des troupes africaines d'occupation pour remplir leur sale besogne qui consiste à souiller l'image du premier pays nègre indépendant, celui qui a initié avec un projet socialiste avant la lettre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cette classe de collabos ne fait que patronner cette insulte.

En conclusion, les solutions à nos problèmes ne viendront pas de cette élite politique antipatriote, de ce gouvernement pourri et corrompu. Organisons-nous par nous-mêmes ! C'est contre l'impérialisme et ses politiques que nous devons nous unir et le vaincre.

Il n'y aura pas de paix réelle et durable dans le pays aussi longtemps que des troupes étrangères l'occupent. Aussi longtemps que l'impérialisme américain et ses alliés continuent leur domination criminelle. Face à cela, nous répondons : dehors l'impérialisme et sa politique ! Dehors l'impérialisme et ses laquais de la classe politique réunis au sein du Conseil Présidentiel de Transition, de corruption devrait-on dire. Au peuple haïtien de gouverner sa destinée !

# Jon Finer embarrasse Leslie Voltaire !



Jon Finer et Brian A. Nichols

Par Henriot Dorcent

L'administration du président Joe Biden a envoyé une délégation en Haïti sous la conduite du conseiller principal adjoint à la sécurité



La ministre Dominique Dupuy

nationale des États-Unis, Jon Finer, pour régler le scandale ouvert entre ses employés au Conseil présidentiel de transition et ceux de la Primature.

Arrivés à Port-au-Prince mercredi matin 16 octobre 2024 vers 9 heures à bord d'un avion américain, les membres de la délégation se sont précipités pour mener à bien leur mission. Il s'agit de rencontrer certains membres de l'Exécutif haïtien qui n'arrivent pas à s'entendre sur des sujets secondaires au travail qui leur est assigné en tant que natifs au service des puissances occidentales.

Il a également rencontré d'autres Haïtiens irresponsables et incompétents ainsi que les dirigeants de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) et de la Police nationale d'Haïti (PNH).

A propos du Conseil et de la Primature, il les a rencontrés lors d'une réunion séparée pour leur faire passer le message qu'ils ne sont pas vraiment des dirigeants au sens propre du terme. Ils ne sont que de simples superviseurs placés pour sauvegarder les intérêts du patron et ils doivent à tout prix accorder leur violon selon les prescriptions de la Maison Blanche où siège le véritable décideur du pays.

Pour les réprimander, le commissaire leur a fait savoir qu'ils ont une mission et qu'il y a un délai qui leur est accordé. Méfiez-vous d'eux, ils n'ont pas produit la marchandise à temps. Finies les distractions qui les emportent dans des âneries sur des luttes intestines qui n'ont rien à voir avec leur mission. Pour couronner le tout, Finer leur a fait comprendre qu'il faut placer l'intérêt du pays avant celui des partis en d'autres termes, l'intérêt du pays avant l'intérêt personnel.

Aucun des partis politiques n'a réagi à ce propos du fils du colon de façon à rendre à Finer la monnaie de sa pièce. Certes, ils ne peuvent répliquer puisqu'ils savent tous sans exception aucune qu'ils ne sont que des courtiers au service du système capitaliste.

*« Le pays avant le parti »* Avec ces mots forts, la délégation américaine les a remis à leur place de marionnettes et de pantins. On leur a tout donné pour le poste, des salaires exorbitants, des frais et des émoluments qu'ils s'attachent à leur fonction.

Jon Finer n'a fait que fermer les ailes de Leslie Voltaire qui s'en prenait à Edgar Leblanc Fils, à Garry Conille et Dominique Dupuy. A vouloir crier plus fort que son maitre, on risque de se perdre. C'est ce qui arrive à Voltaire !

En réalité, le représentant de la Métropole américaine a failli dire : Si vous continuez à créer de telles animosités inutiles au sein de l'équipe gouvernementale, nous serons obligés d'agir différemment soit par des sanctions, soit en vous dégradant sur l'utilisation des fonds du Service de Renseignement à des fins personnelles. De plus, jusqu'à présent aucun d'entre vous n'a déclaré ses biens comme l'exigent la constitution et la loi haïtiennes. De plus, tous les membres du Conseil présidentiel de transition sont impliqués dans tous les scandales.

Toutes ces interventions ont pour but de remettre le sinistre président Leslie Voltaire dans ses petites chaussures. Une manière de lui adresser un message clair sur ses projets de limoger le Premier ministre Garry Conille ainsi que le double ministre des Affaires étrangères et des Haïtiens vivant à l'étranger. En fait, la délégation les a remis à leur place de marionnettes et de pantins qui n'ont d'autre pouvoir que d'exécuter les ordres de leurs tuteurs.

Depuis, on n'entend plus les propagandistes à la solde de Voltaire parler du limogeage de la ministre des Affaires étrangères et des Haïtiens vivant à l'étranger Mme Dominique Dupuy puisque les ordres de l'impérialisme ont été respectés et suivis à la lettre par les laquais.

Prévisible, on peut le dire de l'affront fait à Leslie Voltaire. Il sait mieux que quiconque par quelle acrobatie Garry Conille a été catapulté en tant que Premier ministre et que lui également l'a voté sur les pressions de l'ambassade américaine. Comment se fait-il qu'il pensait détrôner le Premier ministre de l'impérialisme américain en Haïti sans leur assentiment ? Qui lui a donné cette autorité ? Voltaire se prend-il vraiment pour un président



Leslie Voltaire et Garry Conille

?

Pour couronner le tout, Brian A. Nichols, Secrétaire adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental au Département d'État américain, qui faisait également partie de la délégation américaine dans un bref résumé, a rapporté : *« Comme discuté avec le Conseil de transition présidentielle (PTC) et le Premier ministre, le temps est venu pour l'unité nationale haïtienne dans la lutte internationale contre les gangs. Ce n'est pas le moment de s'engager dans des luttes politiques intestines. Nous soutenons fermement les efforts du Premier ministre Conille et de son cabinet pour faire avancer les priorités nationales établies par le TPC. »*

Une fois de plus, la souveraineté nationale et la dignité nationale ont été piétinées et nous ne cesserons jamais de le répéter dans ces colonnes, seule la mobilisation organisée et consciente des masses populaires sur une base permanente peut freiner l'arrogance impérialiste en Haïti.

Notre devoir de progressistes nous oblige à préparer une alternative politique pour une transition de rupture en Haïti dans le cadre d'une lutte de libération nationale. « *L'histoire ne nous pardonnera pas* » pour paraphraser Vladimir Ilitch Oulianov, Lénine.

Que les masses populaires haïtiennes rejettent cet appareil institutionnel d'État mis au service d'intérêts et de groupes particuliers, dépendants de l'International, notamment des impérialistes américains !

# Solidarité avec les haïtiens au camp de concentration de Haina



Centre de détention pour immigrants de Haina



La République Dominicaine nie toute discrimination contre les travailleurs Haïtiens

Collectif #HaïtianosRD

*Nous sommes solidaires de la protestation dans le camp de concentration de Haina. De la nourriture, de l'eau et un traitement décent maintenant !*

Dans le mal nommé « *Haina Vacation Reception Center* », mieux connu sous le nom de centre de détention pour immigrants de Haina, dans la matinée d'aujourd'hui 17 octobre 2024, un déploiement de contingents policiers et militaires, dont des hélicoptères, des ambulances et des camions de pompiers, a été signalé. , des chars, un bateau et une vedette rapide, selon les témoignages de militants des droits de l'homme qui se sont présentés sur les lieux pour tenter d'apporter de la nourriture et de l'eau aux personnes détenues.

Ce lieu d'enfermement, célèbre pour ses terribles conditions de surpopulation et d'insalubrité, qui est à proprement parler un camp de concentration dans lequel les victimes des opérations de persécution sont privées d'accès à la nourriture et à l'eau, et même à l'assistance juridique raciale en République dominicaine. Il n'est ni étrange ni surprenant qu'une manifestation ait eu lieu pour réclamer le respect de la dignité humaine. Selon l'avocat Carlos Sánchez, coordinateur provincial du Comité des droits de l'homme de la province de San Cristóbal, la protestation a commencé suite à la demande des migrants détenus de recevoir de la nourriture et de l'eau, car certains sont détenus depuis jusqu'à dix jours. . Sánchez compare les conditions de détention dans ce centre à celles d'un camp de concentration de l'Allemagne nazie.

Sánchez confirme ce que nous disons publiquement, et spécialement devant le Bureau du Procureur général de la République depuis au moins 3 ans : *« Le traitement inhumain commence dès le moment de l'arrestation dans un camion d'une capacité approximative de 50 personnes, ils ont mis là entre 100 à 150 personnes, au confinement dans un entrepôt humain dont la capacité maximale serait de 100 personnes et jusqu'à 400 personnes y sont placées. »*

On peut voir dans l'une des vidéos enregistrées à l'intérieur du camp de concentration, des personnes dénonçant la faim et les inquiétantes conditions de surpopulation. De plus, ils disent craindre des représailles parce qu'ils ont enfoncé une porte et demandent que les abus cessent.

Dans une autre vidéo publiée sur les réseaux sociaux par Diario Libre, un autre témoin haïtien affirme qu'il y a des personnes assassinées, sans préciser de chiffres, et que des coups de feu ont été entendus de la part des autorités.

Un grand secret entoure cet événement ainsi que tout ce qui a trait au camp de concentration. Tenant compte du fait que la loi dominicaine sur l'immigration, en particulier l'article 135 de son règlement d'application, stipule que « *la détention est basée sur la violation des règles d'immigration de nature administrative, ce n'est donc pas une privation de liberté qui répond à une sanction...* » , nous demandons que les portes de ce camp de concentration soient ouvertes à la presse, aux proches, aux avocats et à tout représentant des personnes détenues en recherche d'informations.

De même, nous exigeons qu'une enquête internationale véritablement indépendante soit ouverte, qui puisse fournir des détails vérifiables sur tout ce qui s'est passé là-bas : combien de personnes ont été arrêtées, combien de personnes ont été blessées, si des personnes ont été tuées et dans quelles conditions elles sont mortes.

Nous appelons les organisations et institutions internationales de défense des droits de l'homme à visiter le pays ainsi que le camp de concentration de Haina et d'autres centres de détention provisoire du pays pour informer le monde des atrocités commises contre les Noirs par le gouvernement depuis sa création, 87 ans plus tard, le massacre d'El Corte, pour procéder à des expulsions massives de jusqu'à 10 000 migrants par semaine vers Haïti.

**Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 19 octobre 2024**

# Gilbert Bigio : l'homme d'Israël en Haïti



**Gilbert Bigio est « l'homme le plus riche » d'Haïti et le consul honoraire d'Israël dans ce pays. Photo : Illustration de MintPress News**

**Gilbert Bigio : l'homme d'Israël en Haïti**

Par Kit Klarenberg

En décembre 2022, le Canada a imposé des sanctions strictes à Gilbert Bigio, souvent qualifié de « seul milliardaire d'Haïti » et d'« homme le plus riche » du pays profondément appauvri. Ottawa l'a accusé, ainsi que deux autres citoyens haïtiens ultra-riches, d'utiliser son influence et son pouvoir démesurés dans le pays « *pour protéger et permettre les activités illégales des gangs criminels armés* » qui déchirent Port-au-Prince depuis des années. Depuis lors, Bigio est resté en liberté et impuni – pendant ce temps, Haïti s'est enfoncé de plus en plus dans la catastrophe.

Il est remarquable qu'aucun autre pays occidental – notamment les États-Unis, qui sont heureux des sanctions – n'ait suivi l'exemple du Canada. Alors que des vagues successives *de « casques bleus »* mandatés par l'ONU de tous les coins du monde ont été déployées en Haïti au cours des 30 dernières années, elles n'ont pas été en mesure de réprimer – et ont souvent exacerbé – la violence qui a laissé le pays sans État fonctionnel ni société civile.

Le Kenya, qui dirige actuellement une initiative antigang conçue par les États-Unis, appelée Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS), a récemment appuyé la proposition infructueuse de Washington de la transformer en une véritable intervention militaire de l'ONU.

Pour sa part, le professeur d'études latino-américaines et caribéennes Danny Shaw n'a aucun doute sur le fait que Bigio et d'autres comme lui sont fondamentalement responsables de l'encouragement et de la facilitation de l'effondrement d'Haïti. Il a déclaré à MintPress News : *« Seule une petite clique de seigneurs de guerre blancs bien connectés, complètement isolés des besoins et de la réalité des 99,9 % de la population haïtienne, dispose des aéroports privés, des ports et des contacts frontaliers nécessaires pour faire entrer clandestinement des armes et d'autres objets de contrebande dans le pays. »*

Le fait que les armes aient continué à affluer et qu'aucune mesure n'ait été prise pour neutraliser les réseaux criminels internationaux dirigés par Bigio qui sous-tendent cet afflux tend à suggérer que les activités illicites du magnat sont activement, bien que discrètement, autorisées par des éléments puissants au sein des gouvernements occidentaux. Comme nous le verrons, Israël pourrait être à l'avant-garde du racket international de protection de Bigio. Comprendre comment il favorise les intérêts d'Israël en Haïti et dans la région au sens large peut être crucial pour comprendre comment les tentacules de Tel Aviv s'étendent ailleurs à l'étranger.

Le professeur Shaw note que Bigio est également actif en République dominicaine voisine, travaillant en étroite collaboration avec le président Luis Abinader. Par exemple, Pablo Daniel Portes Goris, PDG de la société GB Energy de Bigio, est le conseiller financier d'Abinader. Walkiria Caamaño et Joan Fernandez Osorio sont des cadres de Bigio qui travaillent pour le président dominicain. Shaw ajoute : *« Les individus comme Bigio ont toujours été intouchables des deux côtés de la frontière. Les élites de la République dominicaine ont toujours fait équipe avec les dirigeants haïtiens corrompus contre les 99,9 % de la population de l'île. Les Bigio et une poignée d'autres familles multimillionnaires, ainsi que leurs politiciens à gages, forment un État dans l'État. Une grande partie de ce qui se passe dans la politique haïtienne, des coups d'État politiques aux assassinats ciblés, peut être attribuée à la lutte de pouvoir qui se déroule entre eux. »*

### Admiration pour Israël

Lorsqu'ils ont rendu compte de la sanction des autorités canadiennes contre Bigio, les médias occidentaux ont tous refusé de mentionner son dévouement de toute une vie au sionisme ou ses liens étroits et de longue date avec l'État israélien. Ce manque de crédibilité est indéfendable, étant donné qu'un rapport de février 2004 de la Jewish Telegraphic Agency sur l'histoire des Juifs en Haïti présentait un long portrait de l'oligarque, offrant au passage des révélations très révélatrices et profondément suspectes.

Bigio était décrit comme le « leader de facto » de la communauté juive du pays en constante diminution, organisant régulièrement des célébrations telles que Rosh Hashanah et Yom Kippour dans sa *« grande et belle maison »* dans « l'un des rares quartiers chics de Port-au-Prince ». Bien qu'il ne soit pas *« un homme religieux »*, Bigio était *« particulièrement fier du rouleau de la Torah qu'il garde dans son bureau – la seule Torah en Haïti »*. Par coïncidence, les fondateurs d'Israël n'étaient généralement pas des juifs pratiquants, mais principalement des athées et des chrétiens évangéliques. Ils restent aujourd'hui parmi les plus fervents partisans de Tel-Aviv.



**Un Israélien garde un camp de réfugiés pour les survivants du tremblement de terre à Port-au-Prince, en Haïti, le 27 novembre 2010. Photo : Guillermo Arias | AP**

L'Agence télégraphique juive a révélé comment le grand-père et le père de Bigio ont émigré en Haïti à la fin des années 1800 et pendant la Première Guerre mondiale, respectivement, dans le cadre d'une vague contemporaine d'arrivées de Juifs séfarades d'Égypte, du Liban et de Syrie. Par la suite, les ancêtres de l'oligarque « ont prospéré dans l'exportation de coton, de cacao et de bois de campêche ». Aujourd'hui, Bigio et sa famille ont étendu leurs activités en Haïti pour inclure « l'industrie et le commerce », une aciérie et des banques. Ces activités les ont rendus « extrêmement riches » dans un pays où *« environ 50 % de la population est analphabète et 76 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale ou d'un retard de croissance »*.

Malgré cela, alors qu'il réside dans une demeure palatiale « bien gardée » dotée d'une « piscine luxueuse et d'un kiosque pour les fêtes en plein air », Bigio a rejeté les suggestions selon lesquelles les Haïtiens moyens ressentiraient un quelconque « ressentiment » envers lui ou d'autres expatriés riches du pays, parmi lesquels un certain nombre d'Israéliens de haut rang. Au lieu de cela, il a suggéré que « si vous savez comment gérer le succès, les gens vous admirent au lieu de vous détester ». Il a également « ri » lorsqu'on lui a demandé s'il avait déjà été victime d'antisémitisme dans le pays.

Bigio a rétorqué que les Haïtiens « ont beaucoup de respect pour les Juifs et beaucoup d'admiration pour Israël », notant qu'Haïti a voté en faveur du plan de partage de la Palestine de l'ONU de 1947, qui a créé Israël. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, Port-au-Prince « importe chaque année pour 20 millions de dollars de marchandises israéliennes, allant du matériel de télécommunication aux mitrailleuses Uzi », et les deux hommes entretiennent de « bonnes » relations. Comme l'a noté la Jewish Telegraphic Agency, le magnat était bien placé pour commenter cette question : « Bigio… est le consul honoraire d'Israël en Haïti, ce qui explique l'énorme drapeau israélien devant sa maison – ainsi que son SUV Mercedes blindé ».

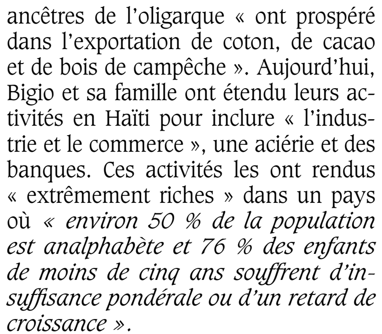
Cela signifie peut-être que Bigio bénéficie de facto d'une immunité diplomatique, ce qui pourrait en partie expliquer comment, malgré la censure du gouvernement canadien, les armes continuent d'affluer à Port-au-Prince sans entrave et comment il n'a pas fait l'objet de poursuites ou de sanctions aux États-Unis ou ailleurs. En revanche, l'interview de 2004 de la Jewish Telegraphic Agency concluait que Bigio refusait de « discuter de politique ou d'offrir une perspective juive sur la révolte actuelle » contre le président démocratiquement élu d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide. Les troubles faisaient alors rage de manière exponentielle depuis deux ans. Bigio expliquait : *« Notre principe, que nous respectons quotidiennement, est de ne pas nous mêler de la politique haïtienne. Même après trois générations, nous sommes considérés comme des étrangers. Nous pensons donc que pour avoir de bonnes relations avec le gouvernement, nous devons nous retirer. Nous nous occupons des affaires et les laissons s'occuper de la politique. »*

### L'Empire de Bigio

Deux semaines et demie plus tard, Haïti succombait à un autre coup d'État brutal, orchestré par des escadrons de la mort et par la CIA. Les effets se font encore sentir dans tout le pays aujourd'hui. La destitution d'Aristide fut rapidement suivie par la destruction de toutes les réalisations progressistes de son administration pour les citoyens ordinaires, l'imposition par les États-Unis d'une junte sauvage à Port-au-Prince et une répression paramilitaire meurtrière contre les partisans et la base politique du président déchu. L'état désastreux dans lequel se trouve aujourd'hui Haïti résulte directement de ces événements désastreux. Ce n'est en effet pas un hasard.

L'étendue des connivences secrètes qui ont motivé le coup d'État de février 2004 en Haïti et l'identité des individus et organisations influents impliqués dans le parrainage, le financement et la formation des forces insurrectionnelles responsables de l'expulsion d'Aristide, si apprécié de tous, ne seront peut-être jamais connues. Néanmoins, Bigio a été considéré comme l'un des principaux orchestrateurs du soulèvement insurrectionnel.





**Sur cette photo non datée, Gilbert Bigio tient un rouleau de la Torah. Bigio est un juif pratiquant qui entretient des liens étroits avec Israël.**

Dans l'esprit du « cui bono ? », l'oligarque – contrairement à son engagement affiché de non-ingérence dans les affaires politiques d'Haïti – semble être un candidat évident pour soutenir la chute d'Aristide.

Jeb Sprague, un chercheur universitaire de premier plan sur le paramilitarisme en Haïti et le capitalisme transnational dans les Caraïbes, a déclaré à MintPress News que des tentatives avaient déjà été faites pour bloquer ou renverser le deuxième gouvernement d'Aristide avant février 2004. Fin 2000, un complot de coup d'État a été déjoué avant l'investiture de son gouvernement ; en décembre 2001, une attaque armée a brièvement pris le contrôle du Palais national ; et en 2002-2003, des « rebelles » ont mené une campagne de contra de faible intensité sur le Plateau central du pays. *« Bigio était largement soupçonné d'avoir soutenu ces efforts avortés, en collaboration avec d'autres industriels et des responsables de la police et de la sécurité locale de haut rang et traîtres »*, a déclaré Sprague. *« Bigio, ainsi que d'autres oligarques et dirigeants de l'armée haïtienne, ont été placés sur une liste du gouvernement américain de partisans de la junte Cédras, qui a pris le pouvoir après le coup d'État soutenu par la CIA de 1991 qui a renversé le président Aristide. »*

De plus, les principaux médias américains ont reconnu les profits à grande échelle de Bigio tirés du démantèlement de ce qui restait des institutions étatiques en ruine d'Haïti. Sans salaire minimum et protections pour les travailleurs haïtiens et sans restrictions de l'État sur la propriété et l'exploitation étrangères de l'industrie et des ressources du pays, les intérêts financiers de sa famille se sont étendus à travers l'île – englobant à la fois Port-au-Prince et la République dominicaine – de manière exponentielle. Parmi les composantes les plus lucratives du portefeuille nouvellement élargi de Bigio figuraient l'énergie, la sécurité et le transport maritime. Le Miami Herald a rapporté en décembre 2021 : *« La portée du conglomérat s'étend à l'ensemble de l'économie haïtienne, de la fourniture de matériaux de construction et de carburant à l'offre de produits de première nécessité comme l'huile de cuisson et la nourriture. Il s'est également étendu à la partie dominicaine d'Hispaniola… Une grande partie de ce qui est acheté, vendu ou consommé en Haïti est susceptible de toucher un coin de l'empire Bigio. »*

Il est important de noter que cette expansion comprenait la construction et la supervision de Port Lafito, un important centre d'exportation et d'importation juste au nord de la capitale haïtienne. C'est ici que la grande majorité des armes lourdes de guerre entrent dans le pays, puis tombent entre les mains de groupes armés, ce qui assure un état de crise constant au niveau local. En avril 2018, une source au courant du dossier a informé le journaliste indépendant Corey Lynn que le gouvernement israélien avait contribué à la construction de Port Lafito : *« Il peut faire entrer tout ce qu'il veut [en Haïti]… Il a également de puissants lobbyistes à Washington D.C. pour l'aider à garder le contrôle de ses actifs… Il n'autorise pas la concurrence et écrasera quiconque essaie de concurrencer tout ce qu'il produit ou importe… [Bigio] a une armée privée d'environ 80 hommes qui le protège, lui, sa maison et ses établissements. Il utilise également pleinement toutes les forces militaires, paramilitaires et policières du pays. Chaque chef de police est à sa solde. »* Sprague a expliqué à MintPress que : *« Les « familles », avec des noms de famille comme Bigio, Brandt, Madsen, Acra et d'autres, ont conservé des positions puissantes au sommet de l'économie d'Hispaniola. Malgré cela, elles sont passées au cours des dernières décennies du XXe siècle et au début du XXIe siècle d'alliances de longue date avec le régime coercitif des Duvalier et des factions militaires au pouvoir à la recherche d'apports d'entreprises par le biais de la mondialisation de l'économie et à une collaboration avec le soft power américain dans la région. Certaines d'entre elles entretiennent des liens importants avec des sociétés de sécurité, des groupes paramilitaires et le commerce des armes. »*




**Une copie expurgée du passeport diplomatique de Bigio**

### L'état paria

La source de Lynn a également affirmé que Bigio « a des liens étroits » avec l'armée israélienne et utilise « *10 commandos israéliens pour sa sécurité personnelle lorsqu'il estime que la situation est à un point critique* ». Un « point critique » particulièrement important dans l'histoire récente d'Haïti a été le tremblement de

*suite à la page(16)*

# Bwa Kayiman : Patrimwàn Mondyal Inesko




Antre Bwa Kayiman nan komin Mòn Wouj

J. Fatal Piard

**Boukmann oooo nan Bwa Kayiman**
**Nou lonmen non w nou pa detounen w**
**Nan Bwa Kayiman papa Boukmann oo**
**Nou gen ase. Nou pa te fè Bwa Kayiman**
**Pou n te janm, èvi letranjeeee....**
**Chante Sanba Azò**

Se te jou ki te mèkredi 9 oktòb la nan lokazyon selebrasyon 30èm anivèsè Pwogram Wout Moun blan kretyen loksidan te mare nan chenn lesklavaj. Se Inesko ki toujou òganize aktivite sa a chak lane. Se nan konsa Inesko te deside bay sit Bwa Kayiman grad sa l merite. Jou ki te mèkredi 9 oktòb la te enskri l nan rejis Patrimwan Mondyal kòm 1 nan pi gwo kote esklav yo te reyini nan lanwit 14 pou louvri 15 dawout 1791

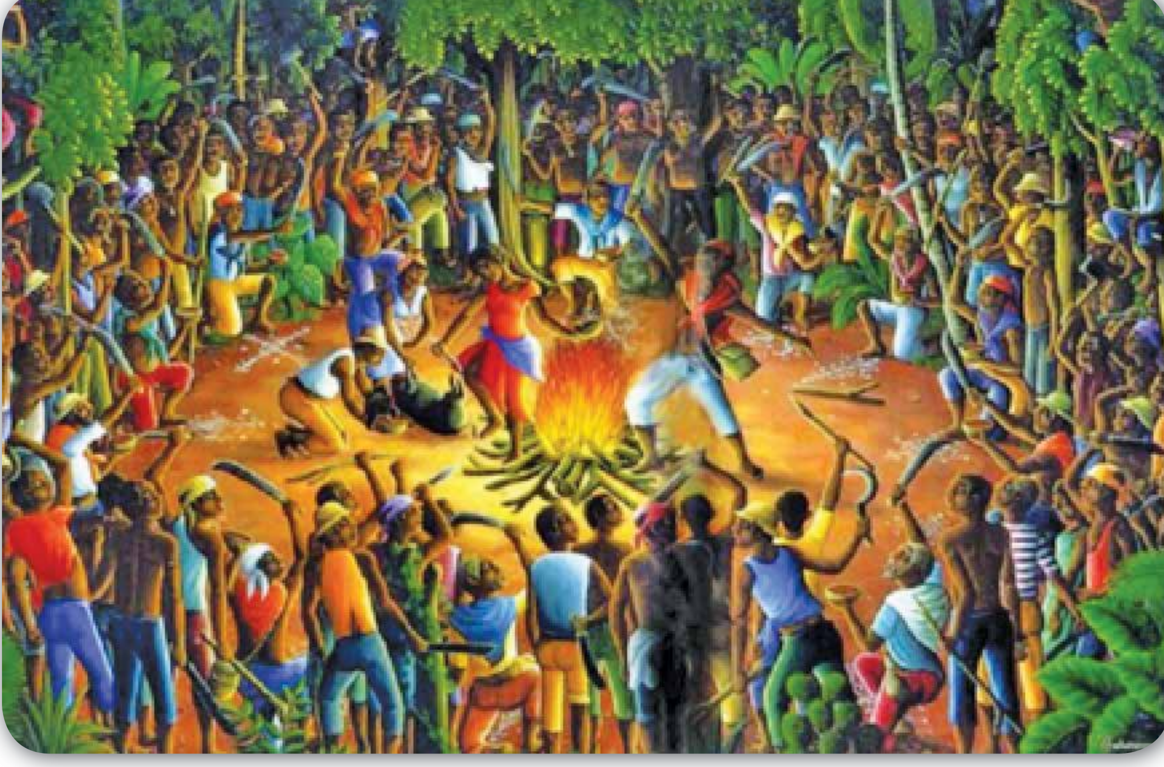
Se la Zansèt nou yo te reyini pou defini estrateji pou fout blan kolon kretyen loksidan jenosidè bonjan Bwa Kale angranjan. Inesko sa a w tande a se Pati nan Nasyon Zini ki okipe koze Edikasyon Lasyans ak Lakilti. Se vle di depi 9 oktòb ki sot pase la a Bwa Kayiman vin premye sit Ayisyen ki rantre kòm pi gwo espas kote Esklav yo te reyini ankatimini pou yo pran desizyon pou yo pete goumen karebare kont blan kretyen loksidan pou yo kase chenn lesklavaj yo te met nan pye yo ak nan men yo.

Se sa Inesko fè konen nan yon kominike l te mete deyò. Fòk nou raple se Ayiti ak Benen ki inisye pwogram sa a depi nan lane 1994. Objektif pwogram sa a se chache kwape tout kalib enjistis ekonomik ak sosyal ak tout konsekans sa yo te lakòz. Se depi nan mwa janvye 2024 Reprezantan Ayiti nan Inesko yo te mete non Bwa Kayiman kòm kandida pou grad sa a. Se pou te bay espas istorik sa a tout valè l merite detan y ap selebre memwa kolektif viktim lesklavaj yo nan lane 2023-2024.

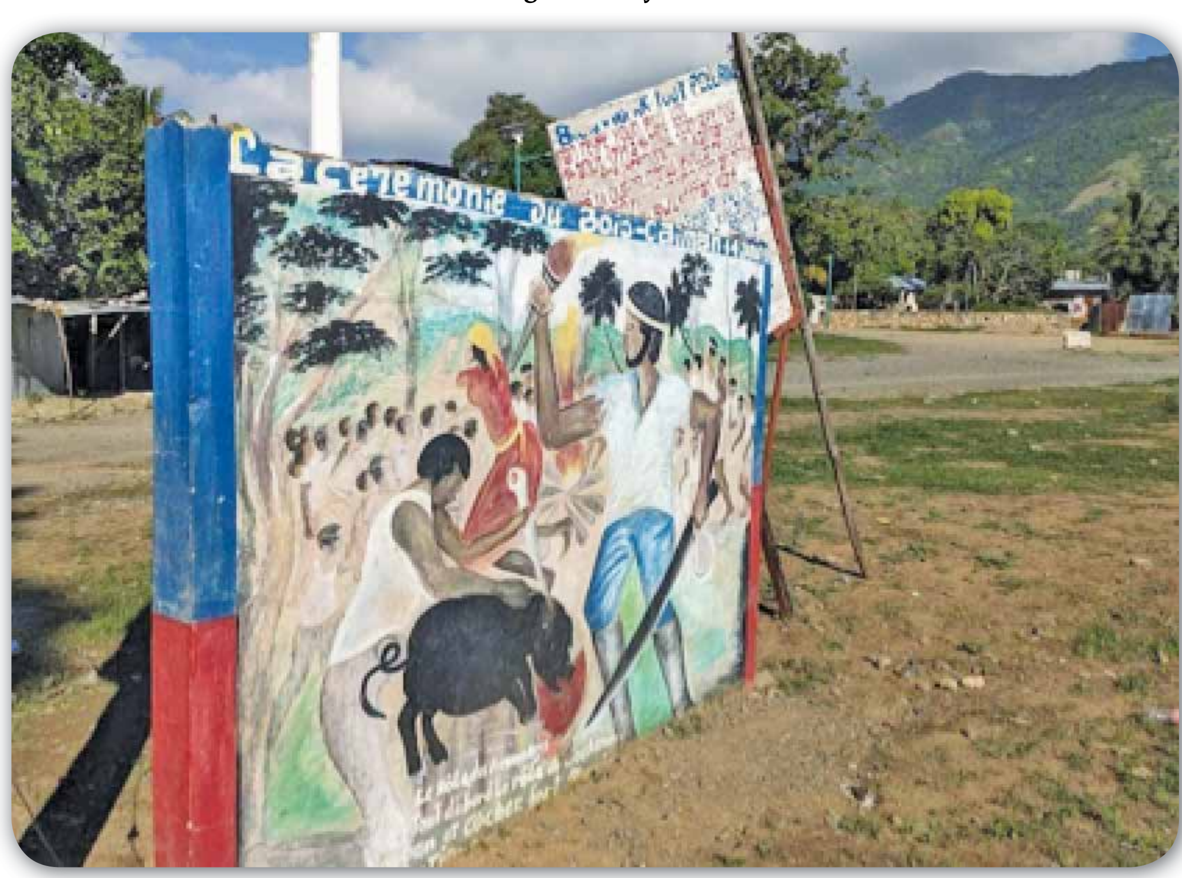
Kandidati Bwa Kayiman, se Delegasyon Pèmanan Ayiti nan Linesko, Komisyon Nasyonal Ayisyen koperasyon ak Inesko, Che Inesko nan Istwa ak Patrimwàn Inivèsite Leta Ayiti (ILA), ak Komite Syantik Ayisyen Wout ak Moun blan kretyen te Mare nan Chenn Lesklavaj. Bwa Kayiman, se kote gwo potorik gason sa a ki te rele Diti Boukmann nan te reyiyini tout lòt esklav yo nan plen lannwit 14 dawout 1791 bou yo mare konplo pou bay blan kolon franse kriminèl Bwa Kale yo te merite pou fè yo aprann respekte nèg vanyan.

Se sa k fè tou jounen jodi a Bwa Kayiman reprezante senbòl gwo batay Esklav yo te demare pou rive kaba lesklavaj epi pou n te rive rache Lendepandans yo. Bwa Kayiman se senbòl libète egalite ak diyite pou tout moun. Se sou sa menm Inesko te chita pou l deside chwazi jounen 23 dawout kòm jounen entènasyonal pou sonje tout move tretman Kolon te fè Esklav yo pase ak lè l te Kaba. Se vre Bwa Kayiman se depi dantan lontan. Men jounen jodi a n bezwen seremoni Bwa Kale paske menm tchoul menm lènmi yo toujou la tennfas.

Se depi nan lane 1982 Leta te deklare Bwa Kayiman ditilite piblik. Depi 1995, Bwa Kayiman te vin senbòl Inivèsèl Rezistans ak dwa grandèt majè Pèp Ayisyen an. Se konsa tou Delegasyon Pèmanan Ayiti nan Linesko a te mennen gwo batay pou lide sa a te pase. An septanm 2023, Leta te pran desizyon apante tout sit la nèt kèk senmenn avan peyi a te komemore 217ème anivèsè depi zagoloray yo ras Petyon yo te sasinen Lanperè Desalin, Papa Nanchon an jou ki te 17 oktòb 1806.



Kongrè Bwa Kayiman




Espas kote zansèt nou yo te fè Kongrè a

# Pauvreté et misère en Haïti !



**Plus de 40 % des Haïtiens vivent dans une pauvreté extrême ; En Amérique latine, la proportion atteint près de 6 %, selon l'ONU**

Par Gabriel Vera López

*Plus de 40 % des Haïtiens vivent dans une pauvreté extrême ; En Amérique latine, la proportion atteint près de 6 %, selon l'ONU. Une étude révèle que près de la moitié des pays en situation d'extrême pauvreté se trouvent dans des zones de conflit ou de guerre.*

Quatre Haïtiens sur dix vivent dans une pauvreté extrême. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 34 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce qui représente près de 6 % de la population. Les chiffres proviennent de l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM), publié jeudi (17).

Selon le rapport, en Amérique latine et dans les Caraïbes, après Haïti, le Guatemala est le deuxième pays avec les niveaux d'extrême pauvreté les plus élevés, atteignant 28,9 % de la population, soit plus de 20 % au-dessus de la moyenne régionale.

Publié chaque année depuis 2010, le rapport est produit conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI).

Contrairement aux mesures de pauvreté monétaire, comme celle de la Banque mondiale, qui définit l'extrême pauvreté comme une personne qui reçoit au maximum 2,15 dollars américains par jour (12 reais au taux de change actuel), l'IPM définit la pauvreté multidimensionnelle comme le manque de revenu, d'accès à différents matériels de base : comme l'eau potable, les soins médicaux, la scolarisation, les conditions de logement, l'accès à l'électricité, etc. De cette manière, une notion plus globale de la pauvreté se construit, mettant en évidence différents aspects qui permettent d'accéder à une vie digne.

L'objectif du rapport est de révéler les schémas de pauvreté qui persistent dans le temps, nous permettant ainsi d'améliorer les outils disponibles pour allouer les ressources et d'élaborer des politiques publiques plus efficaces et ainsi de « briser le cycle de la pauvreté et de la crise ».

Cette année, le rapport a analysé la situation dans 112 pays, correspondant à environ 6,3 milliards de personnes. Parmi ses conclusions, le rapport indique qu'environ 1,1 milliard de personnes vivent dans une pauvreté extrême. Sur ce total, 455 millions (40 %) vivent dans des pays en guerre ou en proie à une violence extrême.

L'augmentation des conflits armés ces derniers temps a été identifiée comme l'une des principales raisons de l'intensification et de la multiplication de la pauvreté. Cela se produit parce qu'en plus des destructions causées, la violence génère des déplacements de personnes et des interruptions qui affectent l'accès aux conditions de vie minimales.

L'analyse révèle que les privations sont nettement plus graves en termes de nutrition, d'accès à l'électricité et d'accès à l'eau et à l'assainissement pour les pauvres dans les situations de conflit que pour les pauvres dans des situations plus pacifiques. Il souligne également que la réduction de la pauvreté tend à être plus lente dans les pays qui souffrent le plus des conflits.



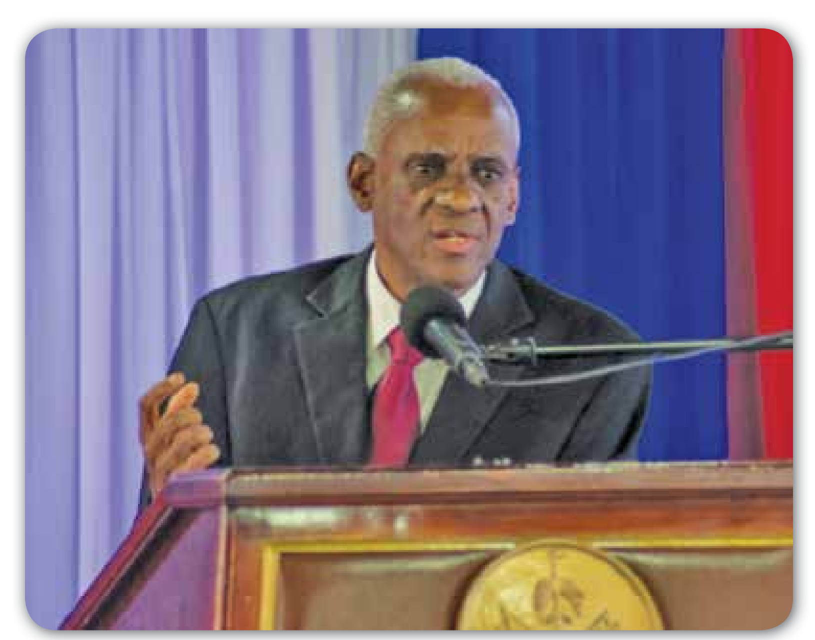
**Pauvreté en Haïti – Clarens SIFFROY / AFP**

Ainsi, le rapport souligne la nécessité d'augmenter les ressources pour le « rétablissement rapide » des populations touchées par l'extrême pauvreté comme principal moyen de « briser le cycle de la pauvreté et de la crise ».

Le rapport souligne également que l'extrême pauvreté touche trois fois plus les zones rurales que les zones urbaines. Le nombre de pauvres de moins de 18 ans est presque le double de celui des adultes. Alors que 83 % des pauvres de la planète vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. L'Inde, le Pakistan, l'Éthiopie, le Nigéria et la République démocratique du Congo sont les cinq pays présentant les niveaux d'extrême pauvreté les plus élevés au monde.

**Édition :**
**Rodrigo Durão Coelho**
**Brasil de Fato**
**17 octobre 2024.**

# Conseil Présidentiel de Transition, histoire d'une création !



**Edgard Leblanc Fils, le premier président de la formule « présidence tournante » au Conseil Présidentiel de Transition**

Par Catherine Charlemagne

*(10e partie)*

Le 3 mai 2024, une nouvelle formule de présidence avait fait son entrée dans le vocabulaire des Conseillers Présidentiels : il s'agit de la *« présidence tournante »* et l'on ne parlait plus de *« majorité indissoluble »* mais de *« majorité qualifiée »* de 5 sur 7. A cette date, Edgard Leblanc Fils était carrément sur le point de perdre son fauteuil de chef d'État de la Transition. Selon certains médias de la capitale, un Conseiller présidentiel très en vue aurait déclaré : *« Nous allons vers une présidence tournante. Edgard Leblanc Fils devrait lui aussi faire partie de ce processus. La majorité au Conseil Présidentiel de Transition devrait aussi passer de 4 sur 7 à 5 sur 7. Nous allons trouver un dénouement à la situation, mais on doit aussi modifier l'Accord du 3 avril. Pour le moment, rien n'est encore arrêté, les Conseillers Présidentiels sont toujours en discussion »*. Entretemps, les débats allaient bon train dans la presse et dans les rues de Port-au-Prince. L'écosystème politico-médiatique est en ébullition.

Les Conseillers Présidentiels, les parties prenantes de l'Accord du 3 avril, tous, tentaient de sauver leur acquis. Tandis que Edgard Leblanc Fils, de son côté, est favorable à un petit chamboulement de l'intérieur dans l'espoir de sauver sa présidence quitte à l'écourter. Surtout, depuis sa désignation par consensus par le Bloc Majoritaire Indissoluble à cause, justement, de mésentente en interne, les membres du BMI n'avaient toujours pas publié le moindre procès-verbal légitimant et consolidant cet Accord. Dans tout ce brouhaha politique, certains qui avaient entendu l'appel de Louis Gérard Gilles leur demandant de venir faire acte de candidature pour le poste de Premier ministre, commençaient à déposer leurs dossiers à la Villa d'Accueil, sans tenir compte des Conseillers Présidentiels qui avaient d'autres chats à fouetter que de s'occuper des candidatures pour le poste de Premier ministre qui viendra certainement après qu'ils aient résolu la division qui paralyse le CPT. Le mardi 7 mai 2024, on apprenait que les neuf membres du CPT se sont réunis à huit clos en vue de trouver une entente et aussi de mettre fin à la crise.

Après de vives discussions et de débats houleux, le bloc dit majoritaire avait accepté, à contre cœur, de passer deux points fondamentaux au vote: la proposition de présidence tournante et la majorité de 5 sur 7. Sans surprise, la balance s'est penchée du côté de la bande menée par Fritz Alphonse Jean et Leslie Voltaire. En clair, c'est l'option de la présidence tournante qui a obtenu une majorité de six (6) voix pour et un contre. En même temps, les Conseillers ont convenu que, pour toute décision importante, quand il n'y pas de consensus, ce sera la majorité qualifiée de 5 voix sur 7 qui est retenue sans pour autant dissoudre le bloc majoritaire de quatre membres. A la sortie de la réunion, un membre du CPT a voulu donner au journal *Le Nouvelliste* plus de détails sur le déroulé de la rencontre et précisé ce qui a été réellement acté entre les neuf Conseillers « *La présidence tournante va se faire entre Edgard Leblanc Fils, Fritz Alphonse Jean, Louis Gérald Gilles et Leslie Voltaire qui étaient initialement les quatre candidats à la présidence du Conseil.*

*Mais c'est Edgard Leblanc Fils qui va coordonner le Conseil durant les cinq ou six prochains mois. Nous avons décidé de ne pas demander la dissolution du bloc majoritaire de quatre Conseillers. Mais pour avoir de l'équilibre au Conseil, ils doivent avoir une cinquième voix pour trouver les 5/7 lors des votes quand on n'est pas arrivé à trouver un consensus* » a rapporté le journal le 7 mai 2024. Avec cette ultime correction, le pays pensait qu'enfin le CPT allait se mettre au travail, notamment, lancer le processus pour la nomination du successeur d'Ariel Henry. Lors des discussions du 7 mai, il était convenu que la présidence tournante concernerait les quatre Conseillers qui, dès le début du processus, avaient fait acte de candidature pour être Président du CPT. Le document relatif à cette entente devait être signé le lendemain, mercredi 8 mai, avant la publication du procès-verbal au Journal officiel *Le Moniteur*. Patatras ! La nuit porte conseil, dit-on.

En tout cas, à l'ancien ambassadeur Smith Augustin, le Représentant du bloc Compromis historique et EDE/RED de l'ex-Premier ministre Claude Joseph et à Renald Luberice, ancien Secrétaire général du Conseil des ministres, tous deux sous la présidence de Jovenel Moïse. Dès l'aube, ce Conseiller Présidentiel commençait à mettre la pression sur le Président Edgard Leblanc Fils et les autres membres du CPT, son objectif : faire passer la présidence tournante du nombre de 4 à 5 membres. Smith Augustin veut être le cinquième homme du club présidentiel. Pour rien au monde, il n'entendait céder. C'est une question d'honneur, il veut faire partie de la présidence tournante. Son acharnement menaçait tout bêtement de faire capoter, une nouvelle fois, cette architecture présidentielle déjà fragilisée par des tensions en interne. Alors que pour tous les autres Conseillers, il n'est pas question de revenir en arrière ou d'augmenter le nombre de Président. Ce qui ne laissera que trois à quatre mois à chaque Président durant son mandat. Une gageure ! Devant son insistance, un ex-futur-Président a dû céder sa place à l'ambitieux Smith Augustin.

C'est Fritz Alphonse Jean, le Représentant de l'Accord de Montana qui n'a vraiment pas de chance dans cette histoire. Pour sauver l'unité apparente du CPT, il s'est consenti à se donner en sacrifice. Celui qui s'était préparé mentalement et politiquement depuis quatre ans à occuper la fonction de Président provisoire de la République de la Transition, en bon gentleman, s'est retiré au profit de Smith Augustin afin de permettre à la présidence tournante de garder son caractère initial de quatre titulaires. A l'issue de cet arrangement entre collègues, un Conseiller Présidentiel a déclaré dans la presse à propos de ce « Vaudeville » à l'haïtienne « *Pressuré par son secteur, Smith Augustin voulait à tout prix être du nombre des Présidents au Conseil Présidentiel. Ne voulant pas que le nombre de Conseillers Présidentiels à la présidence tournante passe à cinq, Fritz Alphonse Jean lui a volontairement cédé sa place. Smith Augustin sera donc le 2e Président après Edgard Leblanc Fils.* »

En clair trois Présidents - Edgard Leblanc Fils, Smith Augustin, Leslie Voltaire - feront un mandat de 5 mois chacun, tandis que le quatrième, Louis Gérard Gilles, occupera la présidence de la Transition durant 6 mois si d'ici là aucun obstacle politique et d'autre ambition personnelle ne viennent perturber le rythme de cette présidence collégiale. Enfin, à la suite de toutes ces péripéties partant du début du processus de la formation du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), son installation, le psychodrame de la désignation de son Président jusqu'à cette fameuse présidence tournante, les nouvelles autorités de Transition, de concert avec le Conseil des ministres sortant, avaient fini par publier, le mercredi 27 mai 2024, dans le journal officiel, *Le Moniteur*, le décret portant sur l'organisation et le mode de fonctionnement du Conseil Présidentiel de Transition. C'est ce texte qui définit la durée de la Transition, l'organisation et le fonctionnement du CPT, et les attributions des Conseillers Présidentiels, notamment. Ce décret devait confirmer, en fait, celui portant la création du CPT en date du 12 avril 2024 publié par l'ex-Premier ministre Ariel Henry dont on peut lire l'essentiel dans l'intitulé de son article 5.



**Nomination de Garry Conille à la Primature le mardi 28 mai 2024**

« *Le Conseil Présidentiel de Transition :1) participe, en accord avec le Premier ministre, à la formation d'un cabinet ministériel inclusif ; 2) approuve l'ordre du jour du Conseil des ministres, en accord avec le Premier ministre, et cosigne les arrêtés et les décrets ; 3) fixe les critères de sélection des membres d'un Conseil Électoral Provisoire (CEP) impartial et les nomme ; 4) prend toutes dispositions favorisant une transition pacifique ; 5) assure la continuité de la gouvernance et établit un Conseil de Sécurité Nationale ; 6) poursuit la collaboration avec tous les membres de la Communauté internationale pour le déploiement accéléré de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité autorisée par la Résolution 2699/2023 du Conseil de sécurité des Nations-Unies* » Art. 5 du décret du 12 avril 2024. Par ailleurs, le nouveau décret datant du 27 mai 2024 conserve aussi la même teneure en matière de pouvoirs des membres du Conseil Présidentiel.

Selon ce décret, les Conseillers Présidentiels disposent de tous les pouvoirs d'un Président de la République, une attribution qui leur confère le droit de « *Collaboration avec tous les membres de la Communauté internationale pour le déploiement de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité autorisée par la Résolution 2699/2023 du Conseil de sécurité des Nations-Unies ; de mettre en place un Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale (OCAG) composé de personnalités représentatives de la diversité géographique et sociale du pays, impartiales, honnêtes et compétentes.* » En outre, cette première grande décision du CPT a été l'occasion pour les Conseillers d'indiquer qu'ils vont s'atteler rapidement à la nomination d'un Premier ministre. L'article 8 du décret se lit ainsi *« Le CPT nomme le Premier ministre conformément aux mécanismes et critères établis ; participe conjointement avec le Premier ministre à la formation d'un cabinet ministériel inclusif ; s'assure de l'établissement de la feuille de route du gouvernement ; s'assure, de concert avec le gouvernement, du développement et de la mise en œuvre de cinq (5) grands chantiers.*

*Les cinq grands chantiers de la transition sont : la sécurité publique et nationale ; le redressement économique, la réhabilitation des infrastructures, la sécurité alimentaire et sanitaire ; la Conférence nationale et la question constitutionnelle ; l'État de droit et la justice ; les élections pour le renouvellement du personnel politique »* décret publié dans *Le Moniteur* du 27 mai 2024. Avec ce décret, le CPT était devenu pleinement opérationnel même s'il avait déjà commencé à prendre des décisions relevant de ses attributions. Et pour cause. Pendant toute la bataille des chiffonniers à laquelle le pays a assisté pour consolider l'appareil présidentiel, les Conseillers avaient déjà entamé le processus d'inscription au poste de Premier ministre. Ce qui avait permis la nomination de Garry Conille à la Primature le mardi 28 mai 2024 dont nous avons déjà raconté les conditions et la manière dont elle a été faite. **(Fin)**

**C.C**

# U.S. Proconsuls Call Haitian Puppets to Order




**Jon Finer (left), Washington's Principal Deputy National Security Advisor, and Brian Nichols, Assistant Secretary of State for the Western Hemisphere, led a six-member U.S. delegation to Haiti on Oct. 16.**

by Henriot Dorcent

Washington's Principal Deputy National Security Advisor, Jon Finer, traveled to Haiti on Wed., Oct. 16 to slap the hands of the stubborn children of the nine-member Presidential Council of the Transition (CPT), who thought they had real political power, and to make them understand that "all Haitian officials must continue to put country over party and deliver on their promise to work for all Haitians," reads a White House statement.

Finer's six-member delegation also included **Brian Nichols**, Assistant Secretary of State for the Western Hemisphere, **Dan Erikson**, special assistant to the President and senior director for Western Hemisphere affairs, **John Manza**, the Defense Department's Assistant Secretary General for Operations, **Michael Camilleri**, the Acting Assistant Administrator for the U.S. Agency for International Development (USAID); and the U.S. ambassador to Haiti, **Dennis Hankins**.

(It is worth noting that the Pentagon and the State Department's USAID are the two principal agencies that would oversee Haitian affairs under the Global Fragility Act, which Washington hopes to road-test in Haiti if the non-UN, Kenyan-led Multinational Security Support mission or MSS can manage to stabilize the nation long enough to hold charade elections that will install by Feb. 7, 2026 a U.S. puppet president to sign the bilateral agreement.)

Arriving in Port-au-Prince at around 9 a.m., the U.S. delegation met separately with the CPT and Prime Minister Garry Conille, sending a message to the two executive branches that they were both the equivalent of employees. The delegation also met with the commanders of the MSS and the Haitian National Police (PNH).

To reinforce the delegation's directives, Brian Nichols tweeted on X on Oct. 22: "As raised with the [CPT] and Prime Minister, now is the time for Haitian national unity in the **international** fight against the gangs. Now is **not the time for political infighting**. We **strongly support** the efforts of Prime Minister **Conille and his cabinet** in advancing the national priorities established by the [CPT]." [our emphasis]

If the CPT thought that it had any power to fire Dominique Dupuy, the Minister of both Foreign Affairs and Haitians Living Abroad, the U.S. delegation put them in their place, reminding them that they are mere puppets. The big and important decisions are made in Washington, while the CPT members are only executors who must learn to separate the cake, enjoy their expense accounts and emoluments, until the arrival of the next puppet, either within the framework of another provisional transitional government or through fraudulent elections.



**Prime Minister Garry (right) continues to disregard the commands from the CPT, taking them from Washington instead.**

These CPT members have been using the monthly 25 million gourdes ($189,314) fund from the National Intelligence Service for personal purposes as their first act of squandering public funds, on the sidelines of the neocolonial plundering of the nation's mineral resources; they have refused to this day to declare their assets as required by the Haitian Constitution.

Without any concern, the CPT members find themselves involved in multiple scandals, primarily the shaking down of a bank president for close to $800,000, as charged by the Unit for Fighting Corruption (ULCC) in a report released on Oct. 2. Even the Haitian National Police (PNH) acts flippantly with their credibility, claiming to have "mortally wounded" 20 "gang members" during an action in Torcel while that area's *Kraze Baryè* armed group of Vitelhomme Innocent circulated on social media a video of an armored police vehicle set ablaze during that supposedly successful intervention. The press in Haiti has not said a word about this apparent inconsistency.

The call by Leslie Voltaire, the CPT's new acting president, that Prime Minister Garry Conille dismiss Dupuy has not been heeded. (Reportedly, Voltaire was asked by Dominican President Luis Abinader to fire Dupuy because she criticized the Dominican Republic's recent campaign to round-up and deport 11,000 Haitians weekly by saying that "every single Haitian is being denied their basic human rights through this process.") The U.S. imperialists' orders have been respected and followed to the letter. The authorities of the two-headed executive (CPT and Prime Minister) have been reprimanded by their boss. National sovereignty and national dignity have been flouted once again. We will never stop repeating it: only the organized and conscious mobilization of the popular masses on a permanent basis can curb imperialist arrogance in Haiti.

Our duty as progressives obliges us to prepare a political alternative for a transition of rupture in Haiti within the framework of a national liberation struggle. If we don't, history will not forgive us, to repeat Vladimir Ilyich Ulyanov, Lenin.

We need a political alternative to the schemer Garry Conille's government. We are now experiencing the perpetuation of corruption and impunity in Haiti, the worsening of insecurity with the latest provoked violence in Pont Sondé in the Artibonite, and the total absence of a government control body. How can Conille place an order for weapons and ammunition for the PNH and the Armed Forces of Haiti (FAdH) without an international call for tenders, without a contract being awarded, after a long, costly journey in terms of per diems rung up by Conille? This has no other name than corruption, probably coupled with overbilling and secret discounts without any concern for transparency.

Haiti's popular masses must wake up and revolt in the face of all this waste, while parents can no longer send their children to school and feed them, the Prime Minister has collected exorbitant per diems for this frivolous trip that does not fall within his competence. Diplomacy is a field of action reserved for the presidency; all bilateral agreements signed by Conille are null and void. His arrogance and sneaky approach will cost the homeland dearly.

The popular masses of Haiti reject this institutional apparatus of State placed at the service of particular interests and groups, dependent on the "international community," which is code for the U.S. imperialists.



**CPT members (left to right) Leslie Voltaire, Emmanuel Vertilaire, Edgar Leblanc Fils, and Fritz Alphonse Jean. The CPT's impotence and subservience is on full display after the U.S. delegation's visit on Oct. 16.**

# LE CAPITALISME N'ÉRADIQUE PAS LA PAUVRETÉ, IL L'AGGRAVE !



L'éradication de la pauvreté dans le monde ne sera possible que grâce à un système de redistribution mondial.

Par Jag Bhalla*

*Les partisans du capitalisme aiment mettre en avant les statistiques qui suggèrent des progrès dans l'éradication de la pauvreté mondiale. Cependant, ces indicateurs placent la barre à un niveau ridiculement bas et ne prennent pas en compte l'explosion obscène des inégalités.*

Les défenseurs d'un ordre économique mondial le justifient souvent en affirmant que de grands progrès ont été réalisés pour sortir les gens de l'extrême pauvreté. Ils citent rarement des statistiques sur les inégalités, comme la comparaison entre la part du « gâteau de la richesse mondiale » qui revient aux riches et celle qui revient aux pauvres. Ce n'est pas surprenant, car les perspectives sont bien plus sombres, compromettant leur « progrès » triomphant tant vanté.

L'asymétrie est si grave que la moitié du gâteau revient aux 10 % les plus riches. Ce groupe, doté de ressources, gagne plus de 53 300 dollars par an et comprend moi-même et probablement plusieurs professionnels du Nord. Pendant ce temps, la moitié la plus pauvre de l'humanité obtient 8,5 %, et le décile inférieur seulement 0,1 %. Le décile le plus pauvre gagne en moyenne 289 dollars par an, soit environ 79 cents par jour. C'est 436 fois moins que le décile supérieur, qui gagne en moyenne 126 000 $, soit 345 $ par jour (pour les plus hauts salariés, les seuils de 5 % et 1 % sont respectivement de 81 700 $ et 181 000 $).

Branko Milanovi , expert en inégalités mondiales, attribue 80 % de la variation des revenus individuels à des facteurs entre pays, une manière élégante de dire que votre revenu n'est pas principalement dû à l'effort, au « mérite » ou à la productivité. Ce qui compte le plus, c'est la chance d'appartenir à un groupe historiquement avantagé résidant dans une nation riche, où les opportunités économiques reposent sur une litanie d'injustices historiques, de l'esclavage et du génocide à la destruction écologique. Les États-Unis abritent deux cents millions de personnes parmi les plus défavorisées du monde et 33 millions (la moitié du total) des plus favorisées.

Mais la fortune des ressources financières diminue rapidement au profit des pays riches. Max Rosner de Our World in Data classe seulement 15 % des humains comme « pas pauvres ». Les 85 % restants gagnent moins de 30 dollars par jour, le seuil de pauvreté typique des pays riches.

Pour comprendre à quel point il est faux de cadrer le débat en termes de « seuil d'extrême pauvreté », considérons que la limite couramment utilisée de 1,90 $ par jour équivaut à 694 $ par an, soit seulement 6 % du seuil de pauvreté fédéral (12 880 $). ). Ce chiffre de 1,90 $ est ajusté en fonction du pouvoir d'achat afin qu'il soit directement comparable aux dépenses de ces montants aux États-Unis. Pourquoi le dix-neuvième du seuil de pauvreté aux États-Unis est-il un indicateur valable pour le Sud ?

Analysons ces fabuleuses données vantées par des évangélistes de l'optimisme comme Steven Pinker, qui regrettent que des tendances comme *« 137 000 personnes échappent à l'extrême pauvreté chaque jour »* ne soient pas plus répandues... De 2009 à 2019, le gâteau mondial des revenus personnels a augmenté de 37 milliards de dollars. Sur ce montant, ceux qui gagnaient le plus ont reçu 8,7 milliards de dollars (24 %), tandis que ceux qui ont gagné le moins ont pris 25 milliards (0,07 %). Non, ce n'est pas une faute de frappe. Les pauvres ont reçu 0,07 %, soit 345 fois moins que les riches. Les affirmations de Proud selon lesquelles la croissance mondiale vise à sortir les gens de la pauvreté ne correspondent pas à ces chiffres.

Si nous élargissons la perspective, l'augmentation annuelle moyenne du revenu individuel au cours de cette décennie pour les déciles supérieurs et inférieurs était de 1 800 $ et de 5 $. 5 dollars par an équivaut à 1,3 centime par jour, un exploit bien moins louable que ce que Pinker et ses amis célèbrent. Il est difficile de prétendre que l'ajout de 5 $ aux 694 $ précédents représente réellement une « évasion » de quoi que ce soit.

Si seulement 1 % des bénéfices du revenu personnel mondial de 2019 allaient aux plus défavorisés, cette augmentation serait de 55 dollars, et non de 5 dollars. Si seulement 10 % des bénéfices du décile le plus riche étaient redistribués, les revenus du décile le plus pauvre seraient redistribués, augmenter de 180 dollars. Au mieux, la mesure préférée du discours actuel est une petite feuille de vigne qui ne parvient pas à cacher l'horrible vérité.

Quelles contorsions éthiques acrobatiques pourraient justifier que l'amélioration du niveau de vie des élites obtienne une priorité de ressources 345 fois supérieure aux besoins fondamentaux de la grande majorité des habitants de la planète ? Des vins plus raffinés ou des voitures plus rapides sont-ils bien plus importants que d'empêcher 150 millions d'enfants de souffrir d'un retard de croissance permanent dû à la malnutrition, ou de garantir que la nourriture parvienne aux près de deux milliards de personnes en situation d'insécurité alimentaire ? Les chiffres sont évidemment indéfendables, et c'est pour cela que beaucoup préfèrent se focaliser sur d'autres.

Comme l'observe un expert de l'ONU en matière de pauvreté, mettre fin à la pauvreté « par la seule croissance, sans redistribution beaucoup plus forte », prendrait des siècles et multiplierait la taille du gâteau mondial par 173 (Rosner estime qu'il serait multiplié par cinq en « quelques générations ». Le rythme du « progrès » célébré avec enthousiasme fait de la réduction du fossé entre riches et pauvres un fantasme. Ces graphiques et statistiques élogieux du progrès – défendus ironiquement par certains des journalistes les plus dévoués aux données – dessinent un type très particulier d'histoire d'autoflagellation, mais ce sont du rouge à lèvres sur un porc qui gaspille les ressources.

Les données ne pourraient pas être plus claires. L'économie mondiale ne dispose d'aucun véritable mécanisme pour réduire les inégalités et la pauvreté. Le fait que tant de gens croient que le capitalisme fait des « progrès » fantastiques contre la pauvreté en inondant les pauvres de bénédictions au goutte-à-goutte témoigne d'une dissimulation spectaculairement réussie. Déguiser la spéculation rapace mondiale en œuvre bénéfique contre la pauvreté relève du génie des relations publiques.

Les mesures arbitraires du débat sur la pauvreté mondiale sont choisies pour obscurcir des vérités choquantes. En réalité, le chœur du capitalisme célèbre une situation incroyablement mauvaise. Leur foi pieuse selon laquelle les forces du marché maximiseront le bien-être est une farce (les faits réfutent de tels fantasmes) et un fiasco moral. Les forces du marché ont donné aux 10 % de l'humanité les plus pauvres un poids de seulement 0,1 % dans l'économie mondiale. Ce n'est pas un hasard : comme le soutient la philosophe économique Lisa Herzog, les marchés découvrent les besoins monétaires et les privilégient par rapport aux besoins non monétaires. À moins que nous puissions garantir que les plus pauvres puissent se permettre de survivre, les marchés agiront comme des monstres moraux.

Alors que peut-on faire ? Tout d'abord, il faut affronter les faits nus, sans maquillage, aussi laids soient-ils. De véritables progrès sont impossibles si les élites cachent leur cupidité derrière des chiffres qui leur font du bien. Ensuite, nous devons prendre des mesures mondiales contre les inégalités en matière de ressources. Comme pour la crise climatique, le problème ne peut être résolu dans chaque pays séparément. Nous devrions envisager les nouveaux efforts fiscaux mondiaux. L'impôt sur la fortune des milliardaires du Global Inequality Laboratory, l'impôt sur la capitalisation boursière du G20 du G20 ou un impôt sur la fortune des milliardaires de 0,7 % pourraient rapidement « éradiquer l'extrême pauvreté ».

Si elles ne sont pas considérées comme acceptables, je m'attends à une avalanche de propositions de la part des fanatiques de la réduction de la pauvreté qui promeuvent des récits de progrès à la fois roses et faux.




Pas d'avenir pour le capitalisme

*Journaliste basé à Washington DC. Il écrit sur la science, la technologie et l'histoire des idées.

**Jacobin 17 Octobre 2024**



L'inégalité sociale : Pauvreté et richesse aux Philippines



SENPOZYÒM
LANG KREYÒL
KILTI AYISYEN
OKTÒB 2024
JAN NOU EKRI KREYÒL ANN AYITI APATI 1980
Konferansye nou envite:
Dr. Marky Jean Pierre
Josiane Hudicourt Barnes
Lionel Legros
Jonathan Thermidor
Pharlande Gaspard Zamor
25 OKTÒB
26 OKTÒB
Serenad Kiltirèl:
Mizik Ayisyen
Pwezi Kreyòl
Dans Fòlklorik
Atizay & Atizana Ayisyen
Aktivite pou tout fanmi an
SUBO @ Brooklyn College
2705 Campus Rd., Brooklyn, NY 11210




CONFÉRENCE INTERNATIONALE PANAFRICAINE ET ANTI-IMPÉRIALISTE
SÉNÉGAL
DAKAR
MANIFESTATION | TRAVAUX
Thème 1 : Jonction entre le panafricanisme de combat et l'internationalisme anti-impérialiste
Thème 2 : 3ème guerre mondiale et la lutte anti-impérialiste
24 - 28 Octobre 2024
+221 77 424 92 08
Centre Douta Seck, entrée réservée sur invitation
Dynamique Unitaire Panafricaine (DUP) / Plateforme mondiale anti-impérialiste

# Tuer doucement ou comment l'USAID et la NED conspirent contre la démocratie !

Par Beto Rodríguez Ángeles*

L'USAID ou agence des États-Unis pour le développement international est un instrument politique du département d'État. Son objectif : soumettre les ordres du jour internes d'autres pays aux intérêts de la Maison Blanche. Elle fonctionne sur un schéma de dons à des activités d'organisations sociales grâce a des convocations sur des thèmes proches de Washington. Par exemple « *démocratie* » et « *droits de l'homme* ». Oui, les guillemets sont bien appropriés.

Mais l'USAID n'agit pas seul. Il existe d'autres bras de la politique étrangère des États-Unis, comme la National Endowment For Democracy (NED) qui fait exactement la même chose qu'elle, mais sous un autre nom et avec une autre structure. Mais celle-ci s'occupe exclusivement d'aspects politiques, alors que sa sinistre sœur s'occupe aussi de problèmes « *sociaux.* »

Ces deux appareils ont été construits par les mêmes mains pour saper ses gouvernements, principalement de gauche, qui ne s'ajuste pas aux mesures de la nouvelle Rome.

Comment font-elles ? Elles utilisent des activités, des organisations qui, même avec des buts justes, jouent le jeu de l'empire parce qu'elles ont besoin de ses dollars pour survivre. Mais beaucoup d'autres ne cachent pas leurs intentions putschistes et adhèrent aux principes du département d'État pour mettre en œuvre leur ordre du jour en échange de ces dollars. Des mercenaires, en fait.

**L'argent de l'USAID et de la NED finance la droite au Mexique**

Et tout cela est tellement connu que même le président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador, a dénoncé une, deux et même trois fois, le fait que l'USAID a financé l'opposition politique de droite pendant les élections de 2024.

À travers des organisations comme Mexicains contre la Corruption, le Gouvernement des États-Unis a sorti des milliers de dollars pour de soi-disant investigations journalistiques destinées à saper les 6 mars du gouvernement mexicains aux mains de MORENA. Le problème n'est pas qu'il y ait de l'argent yankee dans une organisation soi-disant civile mais que celle-ci appartienne à un milliardaire du nom de Claudio. X. Gonzalez dont la famille est la patronne du monopole de produits domestiques Kimberly et Clark qui n'est rien d'autre qu'une agglutination de la coalition des partis PRI, PAN et PRD, des ennemis d'AMLO et de son mouvement.

Dans une lettre adressée à Joe Biden en août, Lopez au Obrador ne mâche pas ses mots pour critiquer « *l'attitude d'ingérence* » de l'USAID au Mexique et accuse, sans restrictions, cette agence de chercher à « *attaquer notre Gouvernement* », à travers l'association Mexicains contre la Corruption.

Pour sa part, l'unité de renseignements financier du Gouvernement du Mexique, a révélé que l'USAID a remis à l'organisation de Claudio X. Gonzalez plus de 11 millions de pesos entre 2018 et 2023.

**Les démocrates et les républicains se mêlent de la politique du Mexique**

L'USAID et la NED ne sont pas les seules organisations qui travaillent à des conspirations.

Pour cela, elles se servent d'autres organismes comme l'Institut Républicain International (IRI) qui dépend du parti républicain et stimule ses ordres du jour, deux parties dans le monde entier. L'Institut National Démocrate (IND), associées aux parties démocrates, fait la même chose que ses homologues républicains. Ou le Consortium pour les Elections et le Renforcement des Processus Politiques (CEPPS), une organisation qui travaille avec l'IRI et le NDI avec le soutien financier de l'USAID.

Et Lopez Obrador a raison quand il affirme que toutes ces organisations ont été créées pour intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, y compris du Mexique. Et ce n'est pas d'aujourd'hui, cela date de plusieurs années.

Des rapports révèlent des données sur les soi-disant procédures de complot, de formation, d'investigation et de financement de cette sorte d'organisations grâce aux partis politique pour atteindre les buts souhaités par Washington.

C'est ce qu'établit, par exemple, un projet apparemment, développer par l'institut national démocrate au Mexique, avec des fonds de la haine ED intitulé « *Mexique : encourager une réforme des partis politiques* » ou « *PREPA–Mexique* » sous le folio 2004-036. L'objectif de ce projet était de « fomenter des changements à long terme dans les structures et les pratiques des partis au Mexique » (…) « *pour stimuler les efforts de réforme et de modernisation.* »

**Formation et accompagnement du PAN, PRI, PR**

C'est tout un processus de formation et d'accompagnement des partis, PAN, PRI et PRD (précisément, les opposants à AMLO, bien que le dernier de ces partis ait déjà disparu) pour réformer leurs structura et incorporer dans ces instituts idéologiques de nouveaux curriculum, de nouvelles méthodes et de nouveaux matériaux à propos de la « démocratie », de la « transparence intérieure » et de la « portée de nouveaux secteurs » (quoi que cela signifie, car on ne précise pas de quels secteurs on parle).

Comme soi-disant résultat, le NID établit qu'aussi bien, le PRI, que le PAN et le PRD ont incorporé des matériaux, des techniques et des méthodes à leurs documents de formation politique. Par exemple, dans le cas du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), le document affirme que 125 volontaires, membres de l'institut de formation et de développement politique (ICADEP) de cette organisation ont été formés.

Mais le plus important est ce que le document précise dans ses notes de bas de page. Par exemple, il affirme que 30 % des coûts de ce projet ont été absorbés par le NDI et que 60 % de l'argent restant a été à la charge de l'USAID.

C'est-à-dire que le département d'État des États-Unis–c'est-à-dire le Gouvernement des États-Unis–est supposé avoir influé directement sur l'entraînement de dirigeants du PAN, du PRI et du PRD pour modifier leurs structures et les réformer, selon les objectifs qui lui convenaient.

C'est bien ce qu'on appelle l'interventionnisme étranger, non ? Mais pas seulement les démocrates. Les républicains travaillent également pour intervenir dans la politique locale et se servent de proches de la droite latino-américaine.

Dans le document « *Mexique : augmentation au augmenter la participation des femmes dans l'État et au niveau local,* » on précise le projet. Selon ce document, l'Institut Républicain International aurait obtenu 150 000 $ de la NED pour réaliser des actions de formation et de conseil. Leur destination : des politiciens des partis de droite, du PRI et du PAN en 2006.

Cette année-là, le Mexique, a affronté l'une de ces périodes les plus troublées en politique électorale. Fin, 2005, le PRI, le PAN et d'autres partis de droite se sont alliés au Congrès de l'Union pour disqualifier le candidat de gauche à la présidence, André, Manuel, Lopez Obrador, et l'empêcher ainsi de participer aux élections présidentielles de 2006. À la fin, la résistance de ce dirigeant et le mouvement dans les rues a réussi à vaincre ce processus et AMLO s'est présenté.




**USAID : Un interventionnisme déguisé en aide humanitaire**

Mais pendant la journée des élections, les illégalités ont été le dénominateur commun. Un étrange décompte informatique a tourné le dos aux tendances qui, pendant toute la journée, avaient donné l'avantage au candidat de gauche. Dans un graphique de miroir qui a ajouté à un candidat exactement les voix que l'autre allait perdre. Le représentant de la droite, Felipe Calderon, fut déclaré vainqueur avec 0,56 points d'écart. La gauche a pris les principales places et avenues de la capitale du Mexique, en criant : « fraude ! »

C'est l'année pendant laquelle l'Institut Républicain International a décidé de mettre en œuvre des projets au Mexique.

**Les illégalités, le dénominateur commun**

Le projet cité sous le numéro de dossier 2006–267.D/76 72 a été mis en œuvre entre le 13 janvier et le 31 mars 2006 par des dirigeants du PRI et du PAN. Il comprenait des formations avec les personnalités politiques argentines Maria Karina Spalla et Damasia Palovsky. Elles donnaient des cours sur « la stratégie politique et psychologique », en particulier à des membres du parti Action Nationale et de l'organisation UNIMOSS–Femmes.

Spalla et Palovsky sont deux femmes politiques de droite associées à l'ancien président argentin multimillionnaire Mauricio Macri.

Maria Karina Spalla a été députée de la ville autonome de Buenos Aires pour le parti macriste PRO. Elle est mariée avec Néstor Grindetti, chef de cabinet actuel, des ministres de la ville autonome de Buenos Aires. C'est un homme politique associé à la fonctionnaire, hier de Macri et aujourd'hui, ministre de la sécurité de Javier Milei, Patricia, Bullrich et responsable de la répression et de la répression armée des retraités et des jeunes qui ont protesté contre les politiques de la faim du Gouvernement néo-fasciste d'Argentine.

Damasia Palovsky et la sœur de l'ancien porte-parole du président, Marci, Ivan Pavlowsky. Il a participé à diverses administrations macristes aussi bien comme chef des conseillers que comme directeur de l'administration.

Comme ce qui se passe avec la stratégie du « coup d'Etat doux », le financement « d'organisations de la société civile » ou « non gouvernementales » par le Gouvernement des États-Unis à travers ses agences USAID et NED, celles-ci financées par des instituts comme et NDI et le IRI, a pour but de rediriger la politique intérieure d'un pays vers les intérêts de Washington.

**Ingérence douce**

Pour cela, ils injectent des millions de dollars dans des projets qui, cependant, n'ont pas les résultats attendus. Le cas du Mexique en est un exemple. Des milliers de dollars sont sortis des impôts de la classe ouvrière étasunienne pour financer de soi-disant enquêtes anti-corruption. Mais ils se sont bien plus occupés de réunir une alliance d'opposition au Gouvernement de AMLO. Cela finit à fini en échecs politique car le parti au Gouvernement a gagné les élections avec plus de 60 000 000 de voix.

En 2014, il y a eu un autre exemple parmi les nombreux qui existent dans le monde entier. L'agence d'information Associated Press a obtenu plus de 1000 pages d'informations sur un programme destiné à créer une espèce de « Twitter cubain », appelé Zunzuneo. Ce programme était financé avec plus de 1 600 000 $ par l'USAID. Et il était destiné à servir de réseau social pour coordonner d'activisme contre le Gouvernement de Cuba.

Zunzuneo a été lancé à Cuba en 2009, peu après l'arrestation d'Alan Gross, un agent de l'USAID qui voyageait dans l'île en fournissant Internet grâce à « *la technologie sensible,* » une technologie seulement utilisée par des Gouvernements, précise AP. en 2012, le projet s'est achevé quand l'agence internationale a fermé le robinet de dollars. Jusqu'à alors, le réseau avait réussi à capter plus de 40 000 utilisateurs.

Évidemment, l'agence a abandonné Alan Gross dans une cellule cubaine pendant cinq ans. Il a été libéré grâce aux négociations entre les présidents de l'époque, Raul Castro et Barack Obama. « *Mais à quoi pensent-ils, au nom du ciel ?* » a déclaré le sénateur démocrate du Vermont, Patrick Leahy, en prenant connaissance du programme. Leahy n'a pas hésité à qualifier trois fois de « fou », le projet et a dit qu'il n'était pas au courant. Il était le président du sous-comité des opérations étrangères et du département d'État du comité des assignations de l'USAID.

**À quoi pensaient-ils ?**

L'homme politique a insisté à la télévision : « Si tu vas réaliser une opération secrète comme celle-ci pour un changement de régime, ce n'est pas quelque chose que tu dois faire à travers l'USAID. En supposant que cela ait un sens.

C'est opinion était partagée par le député républicain Jason Schaffetz, alors président du comité de la sécurité nationale de la commission de supervision et de réforme du Gouvernement. « *L'USAID arbore le drapeau des États-Unis et devrait être reconnue dans le monde entier comme un intermédiaire honnête qui fait le bien. Si elle commence à participer à des activités secrètes subversives, la crédibilité des États-Unis, s'en verra diminuée.* »

Bien. Certainement, le fait de savoir que l'USAID continue à être utilisée pour « des activités subversif » et qu'elle a le même but que la NED et d'autres organisations rend Leahy et Schaffetz amers.

***Luis Alberto Rodríguez** (Tizayuca, Mexique, 1983) est écrivain et journaliste. Auteur de « Oficio rojo » (Revolucion, 2014) et Eso que se dice hombre (Desde Abajo, 2023) et co-auteur de Memoria contra el olvido (Indesol, 2008). Prix national du journalisme en droits de l'homme. Elle a publié ses pièces narratives, d'essais et de poésie dans diverses publications, notamment Hispanic LA et le magazine El Perro, récompensé par une bourse du Conseil national de la culture et des arts. Son travail quotidien est à retrouver sur son blog.

**HispanicLA /CUbadebate 14 Octobre 2024**
**Traduction Françoise Lopez**
**Bolivar infos 15 Octobre 2024**

# Le Sommet de Kazan : le point culminant de la présidence russe des BRICS







**BRICS représente à juste titre les intérêts du monde non-occidental, de la majorité globale, de l'Est global et du Sud global**

Par Ksenia Muratshina

*Aujourd'hui à Kazan commence la 16ème réunion des chefs d'État des BRICS. L'année de la présidence russe dans l'association peut déjà être appelée, contrairement à tous les précédents, une nouvelle étape du développement du club.*

**Qui d'autre sera ?**

La réunion sous la présidence russe promet d'être la plus représentative de l'histoire des BRICS. Non seulement les pays membres du groupe participeront (élargis à des dizaines en janvier de cette année : la Russie, le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont été ajoutés par l'Iran, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Éthiopie), mais aussi des dizaines de dirigeants et de hauts-représentants des autres États non-membres de la BRICS. Outre les premières personnes, le nombre total d'invités de l'étranger au sommet à Kazan est estimé à environ 20 mille personnes. Le sommet sera couvert par environ 2 mille journalistes de 59 pays. Les organisateurs fournissent des traductions en 16 langues.

La principale intrigue de l'événement est l'expansion future du groupe. Le nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui ont demandé à devenir membres des BRICS ou des BRICS-plus a augmenté régulièrement. Le nombre de candidats est si élevé qu'il a été nécessaire de développer et d'adopter des procédures et des catégories complètement nouvelles au sein du groupe. Cela demande du temps, et la question de savoir comment construire un cadre technique pour une interaction multilatérale entre les BRICS et les BRICS-plus (ou «pays partenaires des BRICS») en termes d'expansion reste ouverte. Une autre intrigue du sommet peut être appelée la composition d'un cercle de participants externes. L'adjoint du président russe, Yuri Ushakov, a annoncé aux journalistes la présence des dirigeants de 32 pays, dont 24 seront représentés en haut niveau. En outre, les chefs d'organisations internationales sont attendus. Quels États appelleront officiellement à Kazan leurs demandes d'entrée dans le groupe ou leur présence effective «sécurisera» une place dans les BRICS-plus, nous le saurons aussi très bientôt.

Enfin, le résultat du sommet – une déclaration négociée – devrait être d'une importance cruciale et fondamentale pour l'ordre du jour international. Les dernières années de la présidence russe des BRICS ont montré à quel point les déclarations de notre pays sont élaborées et complètes, combien d'innovations et de normes importantes elles contiennent.

**Un jour pour trois**

Avant l'adoption de la Déclaration, les participants devront travailler dur. Il y a beaucoup de négociations et de discussions à faire. Trois sites ont été attribués pour le sommet : le centre d'exposition international «Kazan-Expo», la mairie de ville de Kazan et le palais du gouverneur dans le Kremlin de Kazan. Les 22 et 23 octobre, le groupe sera entièrement occupé avec ses propres pays membres. En outre, à partir du 23 octobre, ils seront rejoints par des événements dans les formats BRICS-plus/BRICS-outreach. Le thème principal de leur programme sera «BRICS et le Sud global : construire ensemble un monde meilleur».

*suite à la page(16)*

# Terrorisme dans le Sahel et le rôle de Washington

Par Mikhail Gamandiy-Egorov

*Le terrorisme dans la région du Sahel est fermement lié à l'implication des régimes otano-occidentaux, washingtonien en tête. Face au rejet de plus en plus massif de la politique néocoloniale occidentale, l'axe des nostalgiques de l'unipolarité n'est même plus en mesure de cacher sa collaboration active avec les pires groupes terroristes.*

Le temps passe, la méthodologie du camp occidental ne change pratiquement pas. À la seule différence qu'effectivement aujourd'hui, la minorité planétaire n'est plus en mesure à pouvoir nier des faits devenus totalement évidents. Mais ce qui est important également à noter, c'est la distribution des rôles par le maître étasunien vis-à-vis de ses vassaux et marionnettes.

Après les multiples échecs du système néocolonial de la Françafrique, largement renforcés par les événements de libération dans la région du Sahel, une libération opérée par les forces patriotiques, panafricanistes et partisanes de l'ordre multipolaire international, le camp otano-occidental continue activement de chercher les moyens à prendre sa revanche. Dans l'objectif d'une part à punir les véritables souverainistes et panafricanistes, frapper leurs alliés en la qualité des pays défenseurs et promoteurs de l'ordre multipolaire contemporain, et par la même occasion tenter d'empêcher la suite de la chute des intérêts des régimes occidentaux sur le continent africain dans son ensemble.

À cet effet, le maître incontesté du bloc otano-occidental, le régime washingtonien, qui au-delà de son vassal hexagonal subit lui aussi le rejet devenu absolument évident, à l'instar des événements au Niger, où les troupes étasuniennes ont été mises à la porte au même titre que celles de l'Hexagone, tente de reprendre les choses en main. Et en ce sens, la politique washingtonienne a plusieurs orientations dont il faut faire mention.

Premièrement, l'Alliance-Confédération des États du Sahel (AES), représente un véritable os dans la gorge pour la minorité planétaire occidentale. Un fait aujourd'hui indiscutable, au vu du positionnement véritablement panafricaniste et dans le cadre de l'alliance avec le bloc de la multipolarité du côté des nations de l'AES, à savoir du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Deuxièmement, pour tenter de nuire aux ambitieux projets de l'Alliance-Confédération des États du Sahel, le régime washingtonien s'appuie d'une part sur ses derniers sous-traitants africains, principalement dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Mais au-delà de ces derniers régimes sur le continent africain ouvertement axés sur l'Occident, Washington s'appuie fortement sur ses vassaux des régimes français et ukrainien.

Dans le cas de l'Hexagone, sur son réseau de barbouzes qui opèrent toujours sur le sol africain, ainsi que sur la propagande hexagonale, dont la fonction est de contribuer à mener une guerre psychologique à l'encontre des États africains souverains et pro-multipolaires, dont bien sûr ceux de l'AES. En passant, une propagande qui n'hésite plus à afficher ouvertement son soutien au terrorisme international. Pour l'anecdote, le même terrorisme que le régime hexagonal prétendait combattre depuis plusieurs années.

Quant à l'autre vassal, en l'occurrence le régime kiévien, lui a été confiée la part la plus sale, plus exactement celle de travailler en étroite coordination avec les réseaux terroristes opérant dans le Sahel comme dans d'autres régions du monde, notamment au Moyen-Orient. Au passage, les pires groupes terroristes, y compris affiliés à Al-Qaïda, tellement longtemps pourtant présentés par l'establishment occidental comme le mal absolu. Pas très étonnant d'ailleurs connaissant la nature ouvertement terroriste de l'actuel régime ukrainien et de ses parrains.

En parlant d'ailleurs à nouveau de propagande, l'hexagonal Le Monde tente de présenter la chose comme d'un soutien de l'Ukraine aux «rebelles». Encore une fois, des terroristes que les troupes du régime hexagonal prétendaient combattre, évidemment sans aucun succès à l'appui, durant de longues années, au Mali comme à d'autres endroits de la zone sahélienne, mais qui désormais sont devenus de simples «rebelles».

D'un autre côté, faut-il en être surpris ? Surtout pour tous ceux qui avaient activement suivi les événements de la guerre en Syrie. Lorsque les pires terroristes, affiliés à Daech comme à Al-Qaïda, n'étaient plus si mauvais dans l'image de la propagande occidentale, du moment qu'ils combattaient les autorités syriennes et le président Bachar al-Assad.

Globalement parlant, c'est ce schéma qui est aujourd'hui appliqué par le régime washingtonien pour tenter à repositionner le néocolonialisme occidental dans la région du Sahel et le continent africain. Régimes vassaux mis à contribution, barbouzes hexagonales et européistes, campagnes de propagande et de diffamation, ainsi que et tout simplement l'utilisation de réseaux terroristes en vue de tenter à maintenir le chaos dans un espace qui se bat avec l'aide de ses alliés pour la sécurité et la stabilité.

Face à cela, les nations de l'AES appliquent les bonnes réponses. Mobilisation internationale pour dénoncer les méthodes terroristes de l'axe de la minorité planétaire, les mesures adéquates de limitation de la propagande occidentale, poursuite du travail actif dans la sphère militaro-sécuritaire avec les alliés dignes de ce nom, en premier lieu la Russie, prise de contrôle sur les ressources naturelles stratégiques. Sans oublier la participation aux processus géoéconomiques contemporains, en collaboration avec les pays BRICS.

Et bien qu'il y ait aussi l'ambivalence de certains pays voisins comme l'Algérie, dont le pouvoir adopte une rhétorique semblable à celle de la propagande occidentale en direction de l'AES, et particulièrement du Mali, le tout en critiquant de plus en plus la présence du partenaire russe dans la région sans réellement remettre en question celle de l'ex-colon français. De même qu'en accueillant à bras ouverts les représentants militaires du régime étasunien, dont l'implication dans la région n'est elle aussi aucunement critiquée par le pouvoir algérien actuel, néanmoins l'Alliance-Confédération des États du Sahel ira jusqu'au bout de ses objectifs, avec le soutien de ses alliés.

Aussi, quant à ceux qui pratiquent l'ambivalence, ils devraient faire attention à ce que le scénario libyen qui leur était préparé, mais a dû être ajourné par les régimes otano-occidentaux en raison de leur défaite en Syrie, ne leur soit finalement appliqué comme cela était prévu par ses instigateurs. Et la question qu'ils devraient aussi se poser – est si le partenaire, dans le passé stratégique, ayant barré la route aux propagateurs occidentaux du chaos, sera cette fois-ci disponible lorsque le besoin se fera sentir.

**Observateur Continental**
**18 octobre 2024**

# La défense de la Chine est une solidarité avec la Palestine




Vive la République populaire de Chine




Larry Holmes, Premier secrétaire du Workers World Party

Par Larry Holmes

*Extrait d'une conférence de Larry Holmes, premier secrétaire du Workers World Party, donnée le 29 septembre à New York lors d'une réunion célébrant le 75e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Faites défiler vers le bas pour voir la vidéo.*

Tout d'abord, au nom du Comité central du Workers World Party, nous souhaitons adresser nos salutations fraternelles au Parti communiste chinois en cette occasion historique.

Je pense qu'il est pertinent, même si notre événement concerne la Chine, de nous demander ce que nous devons penser de l'assassinat du chef du Hezbollah il y a deux jours.

Cela était si important pour eux – je n'oublie pas le génocide de Gaza – mais cet événement, qui survient à ce moment précis – ils ont largué huit bombes sur un quartier de Beyrouth. Des bombes de 2 000 livres. L'un de ces analystes militaires a déclaré que la seule chose plus grosse qu'ils auraient pu larguer aurait été une arme nucléaire tactique. Ces bombes de 2000 livres ont été données à Israël par qui ? Les États-Unis leur en ont donné des milliers. J'ai oublié le nombre exact, mais des milliers.

Je ne crois pas une seconde à l'idée selon laquelle nous n'étions pas au courant de cela et ils n'en ont pas parlé au secrétaire à la Guerre. C'est du pipeau. S'ils n'avaient pas été d'accord, ils auraient pu l'arrêter. Le message ne venait pas de Netanyahou, mais de Washington, D.C. Il venait du Pentagone.

Et je vais vous dire pourquoi c'est pertinent pour la Chine et le monde entier. Tout dans la lutte du monde est lié. Tout est lié. Ils voulaient faire savoir au monde qu'il n'était pas nécessaire de spéculer sur une guerre plus vaste. Il n'était pas nécessaire de nous mentir sur « pourquoi nous n'en voulons pas, et nous avons toute cette diplomatie pour essayer de l'arrêter ». Ce n'est pas ce qui se passe vraiment.

La guerre plus vaste est déjà là, et elle n'est pas seulement contre les Palestiniens, bien qu'ils soient la cible principale, tout comme le sont les Libanais, vous savez, les forces de résistance d'Asie occidentale et, bien sûr, l'Iran. Elle est contre la Corée du peuple, Cuba, le Venezuela, les peuples en lutte d'Afrique de l'Ouest, qui, comme vous l'avez peut-être remarqué récemment, ont chassé les colonialistes et les impérialistes.

Et elle est contre la Russie par l'intermédiaire de l'Ukraine, et en fin de compte, elle est contre la Chine.

C'est contre la Chine. Ouah. Pourquoi ? Est-ce parce que la Chine soutient les Palestiniens ? C'est en partie le problème. Mais c'est une petite raison. La Chine a, à plusieurs reprises, rassemblé le peuple palestinien pour essayer de l'aider à forger l'unité. C'est très, très important.

Mais la raison la plus importante, la plus importante, c'est que la Chine est si puissante aujourd'hui. Elle est si puissante et si développée que les gens se soulèvent, et cela a changé l'équilibre des forces dans le monde. Mais nous devons être très clairs sur quelque chose.

La Chine ne veut pas la guerre. La Chine veut la paix. Elle veut continuer son développement dans la paix. Elle veut aider le monde à se développer dans la paix, en particulier les peuples du Sud global qui ont été les grandes victimes de l'impérialisme et du colonialisme. Elle veut les aider, mais l'impérialisme américain ne veut pas la paix. Il ne veut pas que la Chine se développe dans la paix. Il ne veut pas que le monde qu'il ne contrôle pas se développe, et c'est là le problème.

Et ce que ce meurtre à Beyrouth – et il y a eu près de 1 000 personnes assassinées au Liban au cours des deux dernières semaines – et le génocide à Gaza nous disent, c'est que l'impérialisme américain est prêt à aller presque jusqu'au bout, jusqu'au bout inimaginable de la violence et du terrorisme pour maintenir son empire, qui est en train de s'effondrer.

Ils sont prêts à flirter avec la troisième guerre mondiale, qui pourrait signifier la fin de toute vie sur la planète Terre. Et vous savez, quand un empire s'effondre, c'est là qu'il est le plus désespéré et le plus dangereux. C'est là qu'il est le plus susceptible de recourir à la violence. Et c'est ce à quoi nous assistons, camarades.

Il y a des gens dans la classe dirigeante ici qui ont peur de la guerre, d'une guerre plus large, d'une guerre mondiale. Ils ne pensent pas que les États-Unis gagneront. En fait, ils pensent que cela précipiterait la disparition de l'impérialisme américain. Et nous pensons qu'ils ont raison sur ce point, et ils aimeraient maintenir l'hégémonie américaine par d'autres moyens. Mais quoi qu'il en soit pour la classe dirigeante, elle est en train de perdre. Ce n'est pas elle qui est aux commandes.

Ce sont les fauteurs de guerre qui sont aux commandes. Nous voyons donc les peuples se soulever partout dans le monde contre l'empire. Nous voyons les gens manifester dans les rues contre le meurtre du chef du Hezbollah. En fait, alors que je quittais la maison, j'ai vu sur les réseaux sociaux qu'il y avait une manifestation de milliers de personnes à Bagdad. Ils étaient entrés dans la Zone verte et essayaient de pénétrer dans l'ambassade des États-Unis.

Il y a des gens qui manifestent partout, dans le monde et particulièrement en Asie occidentale. Cela montre que – c'est une intuition – ils ne vont pas se laisser faire. En fait, cela va mettre un terme à la simple résistance et, bien sûr, les pays qui sont attaqués, en particulier la Chine, qui sont dans le collimateur de l'impérialisme américain, vont riposter pour se défendre. Ils peuvent se défendre.

Mais nous devons nous poser la question suivante. Allons-nous simplement laisser les gens d'autres pays, la Chine, le faire, ils sont prêts à le faire, ils feront ce qu'ils doivent faire, mais allons-nous simplement leur laisser le soin de le faire ? Surtout ceux d'entre nous qui se trouvent au centre de l'impérialisme mondial, en particulier ici aux États-Unis, qu'ils appelaient autrefois le ventre de la bête. Nous ne pouvons pas faire ça. Ce n'est pas juste.

Nous devons sérieusement réfléchir à nos responsabilités en tant que révolutionnaires anti-impérialistes, et nous devons leur montrer ces responsabilités, puis nous devons faire tout ce qu'il faut. Vous voyez, les peuples du monde nous demandent cela. L'Histoire nous demande cela. Sauver cette planète si elle pouvait parler, nous demande cela, que nous fassions tout ce qui est nécessaire, quelle que soit la manière dont nous devons le faire. Quel que soit le temps qu'il faudra, et il ne faudra pas longtemps pour que les forces anti-guerre et anti-impérialistes deviennent si grandes et si fortes que nous puissions paralyser le monde pour arrêter la guerre. Quel véritable choix avons-nous ?

Nous devons sortir de la complaisance si c'est un problème. Je sais que certains d'entre nous font ce que nous faisons au quotidien, dès que nous le pouvons. Nous devons sortir de notre routine – ce qu'ils appellent la routine. C'est presque comme un sentiment semi-conscient que oui, cela doit être fait, mais que quelqu'un d'autre peut le faire.

Parfois, je pense que nous avons une sorte de déconnexion partielle, un déni partiel de ce qui se passe. Peut-être que nous pouvons nous sentir quelque peu impuissants, mais tout ce que nous devons mettre de côté maintenant, nous devons le mettre de côté et nous devons déterminer ce que nous allons faire.

Je pense, je ne suis pas sûr, que le camarade Maduro au Venezuela, il y a quelques mois, a appelé à un front uni international contre l'impérialisme. Je ne sais pas si c'est juste quelque chose qu'il a lancé, ou si c'est réel et comment il y donne suite. Mais je vais vous dire, camarades, s'il y a jamais eu un moment pour cela, et je ne parle pas seulement d'un nom – il semble avoir un nom – je parle de quelque chose de chair et de sang, de force et de pouvoir qui est réel. S'il n'y a jamais eu un moment pour cela, c'est maintenant.

Je pense à notre propre plan. Les pays du BRICS se réunissent en Russie la dernière semaine d'octobre. Et c'est une bonne chose. Les gens en ont parlé… et nous pouvons en parler. Mais encore une fois, nous ne pouvons pas laisser aux BRICS le soin de repousser l'impérialisme, de le marginaliser, de diminuer son hégémonie. Nous devons faire quelque chose ! Les masses doivent faire quelque chose. La classe ouvrière doit faire quelque chose de décisif. Et beaucoup d'entre nous sont convaincus qu'ils en sont capables. Et ceux qui ne sont pas convaincus feraient mieux de se mettre au travail.

**Vive la République populaire de Chine !**
**Vive la lutte pour le socialisme !**
**Défendons la Chine!**
**Workers World**
**17 Octobre 2024**

# Sri Lanka, marxiste ou pas marxiste ?

Par Jean-Pierre PAGE*

*2ème partie*

*« Il faut que tout change pour que rien ne change ! »*
Giuseppe Tomasi de Lampedusa

**Une nouvelle donne internationale !**
Dans la même période, le contexte international va changer. La conflictualité avec la Chine voulue par les Etats-Unis et ses alliés dans la région va s'accélérer en particulier avec la mise en place de la Quad dont le récent meeting à Wilmington (USA) a renforcé significativement les prérogatives entre autre en matière de lutte contre le terrorisme, de sécurité des états membres dans une perspective de confrontation plus ou moins imminente avec Beijing. C'est ce qu'illustre également l'accord donné par Manille aux Etats-Unis afin d'installer et maintenir sur son propre sol des missiles longues portées. La Quad complète ainsi le rôle dorénavant dévolu à l'OTAN en Asie du Sud-Est depuis la conférence de Madrid de juillet 2022. Ces changements et préoccupations géo stratégiques ont évidemment une incidence directe sur les orientations politiques du Sri Lanka.

L'île est en effet placée au cœur de l'Océan Indien et depuis des siècles son intérêt n'est plus à démontrer. Pour les Etats-Unis et comme le disait brutalement John Kerry, alors secrétaire d'état de Barack Obama, « *Les Etats-Unis ne peuvent se payer le luxe de perdre le Sri Lanka, à cause de son importance stratégique dans le combat contre la Chine* ».

Pour cela, et depuis le Pivot to Asia de Barack Obama de 2012, il fallait installer à Colombo un gouvernement docile à l'égard des Etats-Unis, conciliant vis-à-vis de l'Inde et surtout sachant garder ses distances avec la Chine. C'est pourquoi au nom de la défense des droits de l'homme, de la lutte contre la corruption et de l'exigence de 'bonne gouvernance', les Etats-Unis vont multiplier les tentatives de *« Regime change »* vis-à-vis du charismatique Mahinda Rajapksa devenu entre-temps président du Sri Lanka. Sa popularité élevée reposait sur le fait qu'il avait contribué à maintenir l'unité du pays, su résister aux pressions des occidentaux, ramener la paix, préserver la souveraineté du Sri Lanka après sa victoire politique et militaire contre le séparatisme des Tigres du LTTE, et développer les infrastructures du pays avec l'aide de la Chine. Cela faisait beaucoup ! Beaucoup, trop ! Mahinda, est un nationaliste qui n'a jamais hésité à défendre des positions anti-impérialistes. Ami proche de Yasser Arafat, de Fidel et Raoul Castro, d'Hugo Chavez et des dirigeants chinois. En fait, il est l'héritier politique de l'ancienne première ministre, puis chef d'état Sirimavo Bandanaraike, une des fondatrices du Mouvement des Non Alignés, amie personnelle de Chou Enlai et de Mao Zedong.

**Trois méga projets !**
Les interventions de la part des occidentaux et au premier rang des Etats-Unis vont donc s'amplifier, il faut en finir avec Mahinda qualifié de « criminel de guerre ». La manipulation de l'opinion internationale va s'accélérer. On va multiplier les campagnes médiatiques internationales incessantes de discrédit du Sri Lanka assimilé à un état génocidaire à l'égard des Tamouls. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève va, au nom de l'ingérence humanitaire et sous la pression des occidentaux, faire voter à répétition des résolutions contre Colombo, exemples typiques des politiques de deux poids-deux mesures.

Dans le même temps et avec l'aide de Georges Soros et de son Open Society fortement implanté au Sri Lanka, du National Endowment for Democracy, et de USAID dont les moyens vont être sensiblement renforcés, les Etats-Unis vont surtout se donner les armes d'une manipulation de grande envergure par une ingérence tous azimuts, multipliant la présence d'ONG, de think-tanks comme l'Advocata Institute et bien sûr en recourant aux politiciens locaux, en finançant des syndicats dont certains liés au JVP/NPP. Le but est alors de faire avaliser trois méga projets permettant de transformer le pays en une plateforme offensive, un porte avion géant tourné contre la Chine : les programmes ACSA, SOFA et MCC.



**Le nouveau président du Sri-Lanka Anura Kumara Dissayanake**

C'est là, un enjeu déterminant pour la souveraineté du pays mais pourtant un sujet sur lequel on n'entendra jamais la moindre contestation d'Anura Kumara Dissayanake. En privatisant les terres, l'objectif des Etats-Unis est de couper le pays en deux à partir d'un corridor terrestre équipé d'un train à grande vitesse, permettant de relier par voie rapide le port et l'aéroport de Colombo à celui de Trincomalee le plus grand port en eau profonde de l'Asie du Sud-Est afin d'en faire la base navale et naturelle de la 7e flotte des Etats-Unis. Ce dispositif sera complété en accordant aux soldats de l'armée américaine des privilèges les mettant à l'abri pour quelques délits que ce soit vis-à-vis de la loi et de la justice sri lankaise.

Face à ces projets destructeurs de l'indépendance nationale du pays on aura du mal à trouver une quelconque opposition du JVP. Pas la moindre protestation ou dénonciation des ambitions impérialistes américaines dans la région et les dangers qu'ils font courir. Qui ne dit mot consent ? Pourtant les initiatives, les déclarations et les luttes de personnalités intellectuelles, de partis de gauche comme le PC ou le LSSP ou encore de syndicats se multiplient et arrivent à maintenir une pression sur les gouvernements de droite qui se succèdent après les défaites électorales de Mahinda Rajapaksa. Ces actions vont permettre pendant plusieurs années de contrecarrer les plans des Etats-Unis.

**La victoire de Gotabaya et le Aragalaya**
En 2019, la victoire électorale écrasante aux élections présidentielles de Gotabaya Rajapaksa, le propre frère de Mahinda va rebattre les cartes, et lui donner une majorité absolue au Parlement. Gotabaya à une double nationalité : sri lankaise et étasunienne ! Ce ne sera pas indifférent à la suite des évènements.

Le nouveau rapport des forces va contribuer à mobiliser l'espoir d'un changement, mais en fait bien provisoirement car tel le cheval de Troie, la manipulation se poursuit dans le but d'abuser les gens. De manière inattendue les décisions unilatérales et précipitées du gouvernement de Gotabaya vont provoquer une crise sociale, économique, financière ouverte sur fond de pandémie de Covid 19. L'exemple de sa décision aventuriste d'interrompre du jour au lendemain les importations de fertilisants dans le but de transformer l'agriculture sri lankaise en tout organique, va entraîner les protestations massives des paysans. Cette évolution négative va contribuer à l'exaspération. La colère est à son comble et les déceptions sont fortes, surtout provoquées par les hausses de l'alimentation, les coupures d'électricité, le rationnement des carburants, la disparition de certains produits pharmaceutiques. Tout cela se conjugue avec la baisse spectaculaire des rémittences des travailleurs migrants sri lankais en particulier dans les pétromonarchies du Golfe, le naufrage du tourisme. La roupie va s'effondrer et la dette va exploser soumettant rapidement le pays aux requins de la finance internationale. Les inégalités vont se creuser encore plus avec des riches toujours plus riches, des pauvres toujours plus pauvres.

Ce sont dans ces conditions propices à l'explosion de mécontentements légitimes qu'après la visite à Colombo de l'interventionniste US Victoria Nuland que va s'organiser avec des moyens matériels jamais vus auparavant une contestation très médiatisée et d'une ampleur sans précédent. En fait, se met en place, bis repetita placent une sorte de Maïdan à la Sri Lankaise. Ce ne sera finalement rien d'autre qu'un coup d'état en forme de révolution de couleur, une manipulation énorme rondement mené depuis l'ambassade des Etats-Unis. L'action a lieu principalement à Colombo mais pas seulement. On baptise celle-ci « Aragalaya » (la lutte), puis on choisira *« Gota go home »*. Elle mobilise largement une partie de la jeunesse, comme les beaux quartiers. Les évènements sont orchestrés entre autres par Amita Arudpragasam une des porte-paroles du mouvement qui vient de naître mais pas aussi spontanément que le disent les médias. Elle est diplômée d'Harvard et Princeton, et son ONG « Vérité Research » est considérée comme un département de travail de l'Ambassade US de Colombo. Elle est financée par le NED à hauteur de 75 000 dollars. Elle n'est pas la seule, car on retrouve très vite au cœur des évènements d'autres protagonistes liés au mouvement OTPOR, celui ayant précipité la chute de Milosevic, le mouvement des parapluies à Hong Kong et bien sûr le Maïdan Ukrainien. On trouve également la Asia Foundation, financé par USAID, des fondations, et des multinationales comme Bank of America, Boeing et Chevron. Le JVP et Anura Kumara Dissanayake, qui depuis quelques temps ont leurs entrées à l'ambassade des Etats-Unis ou qui reçoivent à leur siège l'ambassadrice des Etats-Unis, vont jouer les seconds rôles dans ce mouvement de contestation pour lequel ils apportent un soutien tout en interpellant le gouvernement sur les risques d'anarchie et en déclarant leur disponibilité pour rétablir le calme dans le pays. Pour contribuer à diriger les manifestations et les revendications sociales vers une voie de garage, les syndicats liés au JVP vont bloquer et saboter les grèves, en particulier dans les transports, en écartant les syndicalistes de base dans la conduite du mouvement. Le JVP va ainsi contribuer à faire évoluer la contestation sociale vers des mots d'ordre politiques se cristallisant sur la corruption, le rejet de Gotabaya Rajapaksa et sa famille dont l'homme à abattre n'est autre que Mahinda Rajapaksa. Mahinda et son fils refusent de quitter le pays et plongent alors dans la clandestinité.

C'est alors qu'on va assister au même scénario qu'à Kiev avec l'éviction du président Viktor Yanukovych. Dans le cas sri lankais, on va faire appel aux gangs liés au crime et à la pègre afin de radicaliser la violence. Elle est marquée par l'incendie de la vieille maison familiale des Rajapaksa à Tangalle, l'occupation du palais présidentiel pillé et vandalisé, des destructions de voitures officielles, les agressions physiques contre des personnalités, des morts et des blessés.

Cette évolution rapide de la crise va conduire à la démission de Gotabaya. Avant son départ précipité vers Singapour on lui fait passer un deal avec Ranil Wickremesinghe, l'inamovible dirigeant de la droite sri lankaise devenu entre-temps premier ministre sur proposition de Gotabaya. Tout cela bien sûr, sous les auspices de l'ambassadrice des Etats-Unis, dont la mission après avoir enfin dégagé les Rajapksa est de faire jouer à Ranil le rôle de Régent chargé de préparer l'accès au trône de celui sur lequel les Etats-Unis ont porté leur dévolu.

Pour veiller aux apparences, Ranil sera le nouveau Président et on s'arrangera même pour qu'il ne soit pas élu. Plusieurs fois ancien premier ministre, libéral, ami de Georges Soros, c'est un pro occidental sans complexes. Pour les besoins de la cause et lui permettre d'occuper la fonction plus rapidement on fermera les yeux sur la Constitution et on se contentera d'un vote au parlement. C'est parfaitement antidémocratique mais personne ne trouve rien à y redire et pour cause. Très vite les organisateurs du mouvement de contestation vont s'effacer pour laisser les mains libres au nouveau président et son gouvernement. On assiste alors à une sorte de consensus général en forme d'union nationale de circonstance de toutes les forces politique y compris du JVP. Pourtant le mécontentement social est toujours fort d'autant qu'il n'a rien obtenu de tangible, mais aucune force sociale ou politique ne le prend en charge. De plus, Ranil fait appel à la répression et menace de faire intervenir l'armée si les choses ne rentrent pas dans l'ordre. Finalement, le mouvement s'essouffle et s'achève. Enfin, le paysage étant dégagé, la manipulation peut passer à une autre étape. Toute l'attention va être portée sur le plan de sauvetage de l'économie sri lankaise que Ranil veut obtenir du FMI et qu'il finira par décrocher avec l'appui des Etats-Unis et l'assentiment de toute la classe politique, y compris le JVP.

**A Suivre**

*** Jean-Pierre PAGE. Ancien responsable du secteur international de la CGT.**

**LGS 9 Octobre 2024**

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Wilkens DESIR d'avec son épouse née Japhnie MENTORE, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Thomazeau de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Commet l'huissier Jean Wilfrid FRANÇOIS pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me.Wesly PAUL, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du mercredi neuf juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me Pierre Luckner SANON, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me Daniel ADRIEN, Greffier du siège
Il est ordonné...etc..
En foi de quoi... etc…

## AVIS JUDICIAIRE

Par Ces Motifs, le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, en la forme se déclare recevable l'action du demandeur pour être fondée en fait et en droit, et partant, accordé défaut, faute de comparaître, contre la dame Renette DIME; au fond, condamne la citée à payer la somme de vingt mille gourdes (20.000 Gdes) au sieur Frtznel CADET, pour les six mois de loyer dus ou non payés, résilie le contrat de bail verbal , tout en ordonnant, l'expulsion des lieux de la citée, de la maisonnette du Requérant ; tout fois, n'accorde pas l'exécution provisoire sans caution sollicitée sur ce chef; car, il n'y a pas d'acte authentique dans le dossier, en fin condamne la citée à trois mille gourdes(3000 Gdes) au profit du Requérant et aux frais et dépens de la procédure ; Commet l'huissier Lony Casnac de la Cour d'appel de Hinche pour la signification du jugement à la dame Rennette DIME.Ce, au regard des Articles 49, 56, du code de la procédure civile, 1168-1169 du code civil; 13 de la loi du 14 Septembre mil neuf cent quarante- sept (1947), sur les loyers. Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Raynaud Moïse, juge en audience Civile du jeudi vingt-neuf Août deux mil vingt- quatre, en présence du citoyen Isaac Makenson, Greffier. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre à l'exécution le jugement à tous les Officiers du Parquet près les Tribunaux de Première instance d'y tenir la main, à tous les Commandants et autres Officiers de la force publique du tenir main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du Jugement est dûment signée par le juge et le Greffier susdits. Fait à Hinche le lundi 21 Octobre 2024. N.B, Première Publication. Me Dieudon Previl, Avocat.

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément au vœu de la loi, se déclare compétent en raison de la matière pour connaître de l'affaire ; Accueille favorablement l'action de la requérante pour être régulière en la forme et juste fondée en droit ; ordonne en conséquence le déguerpissement du cité et la résiliation du contrat liant les parties ; condamne le cité aux frais et dépens de l'instance ; Commet l'huissier Hary G. CHERY du Tribunal de Paix de Pétion-Ville pour la signification du jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous Mag. Patrick PINCHINAT, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi 18 Septembre 2024, en 221eme de l'indépendance avec l'assistance de Harold APOLLON, Greffier
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc...
Harold APOLLON

## PAR CES MOTIFS

La cour d'appel de Port-au-Prince après délibération du conseil sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut requis et octroyé à l'audience ordinaire et publique du Jeudi vingt-sept (27) Juillet deux mille vingt-trois contre le sieur Wilkenson Mahotière et ses divers avocats; déclare irrecevable l'appel du sieur Wilkenson Mahotière relater par acte sous la date du vingt quatre Avril deux mille dix-neuf, (24 Avril 2019) , parce qu'il n'a pas versé au délibéré de la cour l'amande d'appel prévue par les dispositions de l'article 384 du CPC. Commet l'huissier Schelomith Dorvil du siège de la cour d'appel de Port-au-Prince pour la signification du présent arrêt de début.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Norah A. JEAN FRANÇOIS, présidente, Gabriel D. PIERRE et Jacques Hermon CONSTANT, Juge en audience ordinaire et publique des affaires civiles du Jeudi dix huit juillet deux vingt quatre (18 juillet 2024). Présence de Me Rocky PIERRE, représentant du ministère public avec l'assistance de la Greffière Juliette M. G. VÉUS
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc…

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Joseph Yvon JEAN PIERRE, la femme née Marie Saintoinie EDMOND pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononcé la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Taïfer Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge civile et publique du jeudi neuf février deux mille vingt-trois, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier, MOZART TASSY
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi...etc…

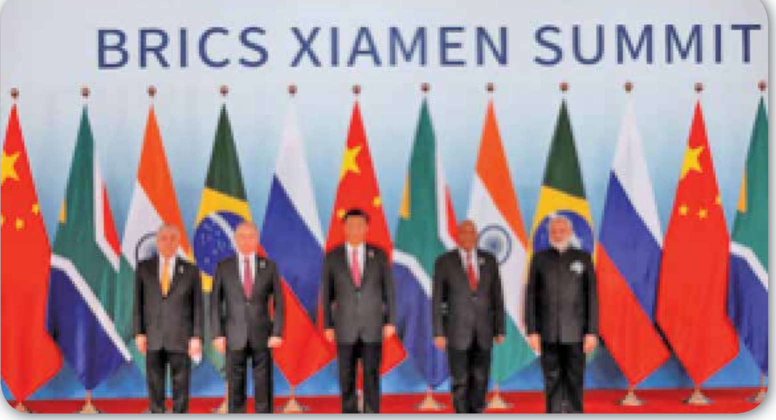
## AVIS

Il est porté à la connaissance du public qu'un jugement a été rendu par le Tribunal de première instance de Port-au-Prince en date du seize juin deux mille vingt-quatre en faveur de la dame Enith CORNEILLE, dont le dispositif est ainsi conçu «Par ces motifs, le Tribunal statuant aux vœux de la loi oui le représentant du ministère public, vu l'article 287 du code de procédure civile, octroie défaut contre les assignés : James ALBATRE, Frédo VOLMAR, Yvonne CHERY, Véronie MASSE, Berthony GEFFRARD, Wines MICNEL n'ayant pas comparu ni personne pour eux, quoique régulièrement assignés en date du vingt-six août deux mille vingt-deux et sommés d'audience en date du dix juillet deux mille vingt-trois : pour le profit dudit défaut, déclare Madame Enith CORNEILLE propriétaire de la propriété sise Arcachon 34, commune de Carrefour, bornée au Nord, au Sud, à l'Est par le reste du terrain et à l'ouest par la Rue Arcachon 34 d'une superficie de huit mille trois cent quatre-vingt-cinq mètres carrés ($8385m^2$) ; ordonne l'expulsion des lieux des assignés avec toutes les conséquences de droit y offérentes; condamne in solidum les assignés à verser à la requérante la somme cinq cent mille gourdes de dommages-intérêts ; accorde l'exécution provisoire sans caution; condamne les assignés à verser à la requérante la somme de cinquante mille gourdes de frais et dépens; commet l'huissier Jean Garry JOSEPH pour la signification
Par Ainsi signé : Maudelair BARTHELUS, Juge: Pierre Oussel BEAUPORT, greffier le jeudi 16 juin 2024
Evel FANFAN, Av
Jean Évegue TOUSSAINT, AV.
Jean Baptiste MEME, Av

Suite de la page (13)

De plus, pendant tout le sommet, du 21 au 24 octobre, de nombreuses réunions bilatérales entre les dirigeants des BRICS et des BRICS-plus sont prévues.

Les organisateurs du Sommet ont promis un bon programme culturel. Plate-forme sociale de la Fondation Roscongress – Fondation Innosocomium mettra en place dans «Kazan» l'exposition «Mosaïque ethnographique», dédiée à la diversité des cultures des pays BRICS. Le Kremlin de Kazan accueillera un spectacle lumineux à grande échelle. Dans le bâtiment du parlement local et sur la place à côté de celui-ci ouvrira une exposition à grande échelle «Fait à Tatarstan», consacrée aux réalisations industrielles et technologiques de cette région russe. L'Ensemble de chant et de danse d'État de la République du Tatarstan a nommé pour le 24 octobre la première de la performance «Spectacle national de la Russie». Les invités peuvent aussi visiter un certain nombre de productions théâtrales, y compris des performances de Golden Mask. Le cirque de Kazan montrera au public le mini-festival «Un écho d'Asie», le cinéma Mir organise une série de projections des derniers films locaux et une rencontre créative avec le réalisateur Grigory Nahapetov.




**BRICS représente à juste titre les intérêts du monde non-occidental, de la majorité globale,de l'Est global et du Sud global**

**Année en «plus»**

La devise de la présidence russe des BRICS est «Renforcer le multilatéralisme pour un développement et une sécurité mondiaux équitables». Notre pays a fait une priorité pour cette année de construire de nouveaux membres de l'association d'une manière cohérente et harmonieuse, d'établir des liens solides entre les BRICS et les pays en développement et leurs associations d'intégration ; de renforcer la coopération multilatérale dans tous les domaines.

Le nombre de formats de coopération mis en œuvre dans les BRICS aujourd'hui n'est pas seulement grand, on peut dire qu'il est énorme. Bon nombre des événements organisés par la Russie sont de véritables innovations dans le calendrier des BRICS. Cette réunion est la première réunion du groupe de travail des BRICS sur la médecine nucléaire, la formation des centres de gestion d'urgence dans les pays des BRICS pour l'échange d'informations opérationnelles en cas d'urgence, la réunion du canal des BRICS sur la sécurité de l'information, la réunion du Groupe de contact sur le climat des BRICS, les pourparlers du Groupe de travail sur l'emploi des BRICS, la réunion du Groupe de travail sur le tourisme des BRICS, et bien d'autres.

Il est à noter qu'un nombre sans précédent d'événements se déroulent dans le format «BRICS-plus», c'est-à-dire ouvert aux participants externes hors groupe. C'est dans un tel format ouvert que la Russie a tenu la réunion des hauts représentants des pays BRICS et BRICS-plus, responsables des questions de sécurité, le forum municipal international BRICS-plus, le sommet de la mode BRICS-plus, le forum des jeunes diplomates BRICS-plus, le sommet de l'énergie des jeunes BRICS-plus et autres.

L'année de la présidence russe a montré au monde un visage complètement nouveau des BRICS : cette structure a atteint sa pleine maturité et s'épanouit, elle représente à juste titre les intérêts du monde non-occidental, de la majorité globale, de l'Est global et du Sud global. Les négociations et les décisions du sommet de Kazan sont encore à venir, mais il est déjà clair qu'elles seront le début d'une nouvelle étape dans la vie et le développement – on veut dire, de l'organisation, et en fait, c'est vrai : de l'organisation non pas en termes de division technique d'organisation / forum, mais de l'organisation de format nouveau, plus ouverte, flexible, en mouvement constant, dynamique et peut-être plus prometteuse que toute autre structure de diplomatie multilatérale.

**New Eastern Outlook**
**22 Octobre 2024**

---

Suite de la page (5)

terre catastrophique qui a frappé l'île en janvier 2010. Presque immédiatement, Tel Aviv a dépêché une importante équipe « humanitaire » de l'armée israélienne pour aider les habitants et les autorités. Ce fut un coup de publicité à grande échelle, largement médiatisé, qui a fourni au gouvernement israélien une énorme publicité positive à l'échelle régionale.

Il n'est peut-être pas surprenant que la famille de Bigio ait joué un rôle central dans la facilitation et la gestion de cet effort. À l'époque, Amos Radian, l'ambassadeur de Tel Aviv en République dominicaine et dans les Caraïbes, a déclaré au Jerusalem Post : *« [ils] ont aidé d'une manière qui nous a fait paraître si bien. »* Cela comprenait le don d'*« un espace de la taille d'un terrain de football »*, qui a servi d'« hôpital de campagne » à l'armée israélienne. Le fils de Gilbert, Reuven, s'est vanté auprès du média que le « *désir de sa famille d'aider* » l'initiative de propagande de Tel Aviv en Haïti « était inconditionnel ». « *Les gens ont besoin d'aide, nous devons être là* », a-t-il déclaré. « *Étant dans une ville où il n'y a pas de synagogue, les prières sont faites chez nous, Israël pour nous est la mère patrie. C'est le rocher. C'est ainsi que nous nous identifions.* »

Avant que les violences de masse à Gaza n'éclatent en octobre 2023, de telles démonstrations de magnanimité internationale étaient un jeu de soft power courant – et terriblement efficace – pour Tel Aviv.

Par exemple, après la défaite de Tbilissi au cours de la guerre de cinq jours qui a opposé la Russie en août 2008, Israël a commencé à réparer les dégâts considérables infligés au pays par les forces de Moscou. Ce faisant, les investisseurs israéliens ont récolté plus d'un tiers de tous les contrats de reconstruction attribués par le gouvernement géorgien.

Faisons un bond en avant jusqu'en novembre 2012. L'armée israélienne a attaqué Gaza avec violence, massacrant des centaines de Palestiniens et en blessant des milliers d'autres. Les protestations et les condamnations internationales ont été nombreuses – mais dans l'ensemble, pas en Géorgie. Le gouvernement géorgien est resté silencieux et des dizaines de citoyens ordinaires sont même descendus dans les rues de leur capitale pour exprimer leur solidarité avec Tel-Aviv. Depuis, Tbilissi a signé de nombreux contrats importants pour acheter des armes, des systèmes de missiles et des formations pour les services de sécurité et la police à Israël.

La Géorgie n'est qu'un des pays où Israël a réussi un tel coup dans ses relations internationales. Ces activités lui procurent une énorme quantité de bonne volonté internationale, ce qui lui permet de s'assurer le silence, voire un soutien total, pour son effacement lent du peuple palestinien. Les méthodes et outils oppressifs de contrôle et de massacres de masse qu'il utilise à Gaza et en Cisjordanie sont ensuite vendus à ses alliés étrangers.

Il s'agit d'une stratégie de longue date pour Tel Aviv. Dans les années 1980, Israël a noué des liens étroits avec les gouvernements du Sud global, notamment les dictatures brutales soutenues par l'Occident en Argentine, au Salvador, au Guatemala, aux Philippines, l'Afrique du Sud de l'apartheid et au Zaïre, au moment même où les puissances étrangères commençaient à se distancier de ces régimes. Comme l'expliquait en 1985 un membre du Likoud, qui dirigeait autrefois la commission des relations étrangères de la Knesset : *« Israël est un État paria. Quand les gens nous demandent quelque chose, nous ne pouvons pas nous permettre de poser des questions sur l'idéologie. Le seul type de régime qu'Israël n'aiderait pas serait celui qui est anti-américain. De plus, si nous pouvons aider un pays qui pourrait être gênant pour les États-Unis, nous nous couperions le nez pour ne pas le faire. »*

**Smart Fence**

L'Israélien antisioniste Jeff Halper et le journaliste australien indépendant Antony Loewenstein ont tous deux beaucoup écrit sur la façon dont ce qui reste de la Palestine est un laboratoire, rempli de sujets d'essai détenus dans des conditions contrôlées, pour Israël.

On considère rarement aujourd'hui qu'Haïti a été le terrain d'essai original de l'Empire américain pour les connivences impériales dans « l'arrière-cour » de Washington pendant des siècles et dans le monde entier depuis 1945. Alors que les Haïtiens décrivent souvent leur pays comme le « laboratwa » (laboratoire) de la CIA, le pays est indélébilement lié à la résistance, sa genèse historique dans la rébellion contre la domination française produisant le premier – et à ce jour le seul – État indépendant au monde gouverné par d'anciens esclaves.



**La police dominicaine patrouille une clôture frontalière avec Haïti qui rappelle étrangement les murs d'apartheid d'Israël à Gaza.**
**Photo : Matias Delacroix | AP Légende :**

Pourtant, depuis lors, les États-Unis se sont engagés dans une grande variété de tactiques pour nier la souveraineté d'Haïti, entraver le développement, tuer l'espoir et assurer une instabilité implacable. Mais bien sûr, le chaos sans fin signifie que les riches, comme Bigio, peuvent s'enrichir aux dépens de la population locale sans entraves, tandis que Washington se voit constamment fournir des justifications pour interférer, s'immiscer et occuper militairement pour soutenir cet objectif. En décembre 2019, cette mission internationale malveillante a été codifiée dans la loi américaine avec l'adoption du Global Fragility Act.

La législation accorde effectivement à l'USAID, qui fonctionne en partie comme une agence de renseignement, et aux « départements d'État, de la Défense et du Trésor » un chèque en blanc pour intervenir et prendre des mesures contre les « États fragiles », supposément sujets aux conflits, à l'extrémisme, à l'instabilité et à la pauvreté. Haïti a été explicitement cité comme l'un des premiers pays ciblés par l'effort. Sans surprise, aucune référence n'est faite dans le texte de loi au fait que toute « fragilité » subie à Port-au-Prince est explicitement causée par les machinations de Washington sur place depuis de nombreuses années.

Israël a tout à gagner de l'instabilité mondiale, et il n'est pas surprenant que Tel-Aviv cherche également à perpétuer les bouleversements et la vulnérabilité au niveau international et à profiter des catastrophes pour fournir un prétexte pour venir à la rescousse par le biais d'actifs comme Gilbert Bigio. La République dominicaine construit actuellement une « clôture intelligente », à grands frais, pour empêcher la violence qui engloutit Port-au-Prince de déborder au-delà de ses frontières. La structure est de conception et de technologie israéliennes, calquée directement sur les murs d'apartheid de Gaza, ou « barrières de séparation », comme les appellent les autorités israéliennes.

La clôture de la République dominicaine s'étend sur 160 kilomètres, composée de murs en béton armé et d'une structure métallique de 3,90 mètres de haut, couronnée d'un accordéon de barbelés aux lames acérées. Tout au long, 170 tours de surveillance, des systèmes d'espionnage, des détecteurs de mouvement, des caméras de vidéosurveillance haute définition avec vision nocturne et capacité infrarouge, des points de contrôle et 71 portes d'accès contrôlées empêchent quiconque d'entrer ou de sortir sans autorisation. Pendant ce temps, un escadron de drones de surveillance patrouille 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, chaque centimètre carré.

La simple existence de la clôture assure des frictions et une division littérale entre les deux pays, qui pourraient autrement être des compagnons d'armes tout en justifiant la présence israélienne et américaine tout au long de la bande frontalière. Cette présence est susceptible de perdurer, voire de s'étendre, tant que la propriété de Port Lafito par Gilbert Bigio garantit un flux inévitable d'armes et d'autres produits de contrebande nuisibles dans le pays. Ce n'est en effet pas pour rien que le père de Bigio a joué un rôle central dans l'obtention du soutien d'Haïti à l'État israélien en 1947.

La version originale de cet article a été publiée par MintPress News. **Kit Klarenberg** est un journaliste d'investigation et un contributeur de MintPress News qui explore le rôle des services de renseignement dans l'élaboration de la politique et des perceptions. Ses travaux ont déjà été publiés dans The Cradle, Declassified UK et Grayzone. Suivez-le sur Twitter @KitKlarenberg.

# Le peuple martiniquais se révolte contre les effets du colonialisme




Par Diagne Fodé Roland

Une étude de l'Insee France fait état d'un «différentiel de prix à la consommation moyen de 14% entre la Martinique et la France hexagonale». Un écart qui atteindrait «40% pour les produits alimentaires, qui représentent 15% des dépenses des ménages».

Le Collectif Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens à l'origine de la mobilisation depuis le 1er septembre poursuit la mobilisation populaire et dénonce l'annonce par l'État colonial français d'un « accord ». «Le peuple en total désaccord a décidé de poursuivre le mouvement … On est ultra-déterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause» » a déclaré le leader de ce mouvement social contre la vie chère Rodrigue Petitot.

La Martinique connaît toujours des barrages filtrants tenus par des militants, et un couvre-feu est toujours en cours jusqu'au 21 octobre. Depuis le début de la mobilisation, l'île dénombre 3 morts et 10 blessés.

En Martinique, sur les 350 000 habitants que compte l'île, 34 500 foyers sont au RSA* (Revenue de Solidarité active), soit 59 000 personnes, et une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté soit 76 000 personnes.

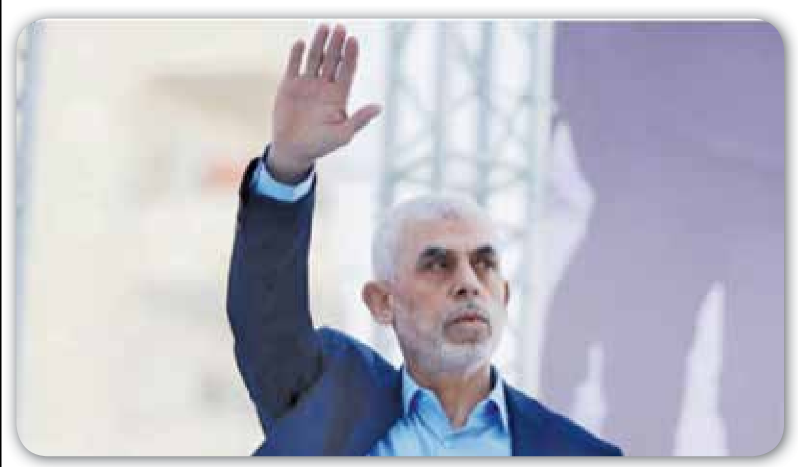
Ce mouvement qui embrase l'île rappelle la lutte historique menée cinquante ans plus tôt, appelée grève marchante, où les grévistes se déplaçaient de plantation en plantation. Le militant indépendantiste Alex Ferdinand était l'une des figures de « Septembre 1870 », du nom d'une insurrection dans le sud de l'île en 1974. Il se rappelait que « Les békés (familles issues des colons esclavagistes qui contrôlent l'économie de l'île – NDLR) n'ont pas facilement cédé. Nous avons arraché de faibles augmentations de salaire et amorcé le paiement des heures supplémentaires. Mais nous avons surtout obtenu des conventions collectives ».

Après la lutte contre la « profitation » en Guadeloupe dirigée par Elie Domota, c'est au tour de la Martinique dans le sillage de la Kanaky indépendantiste de s'embraser. Ces luttes sociales contre la vie chère sont les formes que prend le mouvement vers l'inévitable indépendance à venir des dernières colonies françaises.

Ndlr.
*Le revenu de solidarité active (RSA) est une prestation de protection sociale française, qui complète les revenus d'une personne démunie ou aux ressources faibles, afin de lui garantir un revenu minimal.

**21 Octobre 2024**

# Gloire aux hommes libres !



**Yahia Sinwar**

Par Achour Mihoubi

*Finalement Yahia Sinwar est tombé comme tombent les grands hommes. Les armes à la main. A Rafah chez lui dans son cher Gaza et parmi les siens.*

Un chiffre s'ajoute aux centaines de milliers de ses compatriotes qui se sont sacrifiés pour leur cause, leur pays. La Palestine. Son sang se mêle donc à celui de ses compatriotes. Il a vécu en homme libre en étant vingt-deux ans prisonnier dans les geôles de l'entité sioniste. Il a pris les commandes de son parti il y a à peine deux mois après l'assassinat de Ismail Haniyeh à Téhéran. Désignation étonnante pour un poste politique lui l'homme de poigne impulsif et téméraire.

Dans ses discours il aimait répéter qu'il n'avait nullement peur de mourir. Il citait l'imam Ali et le destin de l'homme. Il avait rendez-vous avec ce destin qu'il n'a pu éviter aujourd'hui. Son nom restera lié au 07 octobre qui remit la cause palestinienne au devant de toutes les scènes.

Il a fallu donc que l'insaisissable combattant fût découvert mort par pur hasard après s'être battu comme un homme. Il aura donné la plus belle des images de l'honneur d'un combattant mort pour la liberté de son pays éternel.

**Afrique Asie 18 octobre 2024**

# Nouvelle-Calédonie : le couvre-feu prolongé jusqu'au 4 novembre

*L'interdiction de circuler de 22 heures à 5 heures du matin sera maintenue en Nouvelle-Calédonie jusqu'au 4 novembre. Les autorités ont annoncé d'autres mesures de prohibition visant à «restaurer la sécurité».*



**Des forces de l'ordre déployées dans un contexte d'émeutes en Nouvelle-Calédonie**

Alors que les émeutes se poursuivent en Nouvelle-Calédonie, les autorités françaises ont décidé ce 21 octobre de prolonger le couvre-feu en vigueur depuis mi-mai dans tout l'archipel d'outre-mer jusqu'au 4 novembre.

Instauré le 17 mai dernier, ce couvre-feu interdit la circulation sur l'ensemble du territoire entre 22 heures et 5 heures du matin.

Le 13 mai, des émeutes éclataient en Nouvelle-Calédonie, entraînant de nombreux incendies, pillages et affrontements armés d'une ampleur inédite depuis les années 1980.

Plus de cinq mois après les premiers affrontements, le bilan sécuritaire, économique et financier continue de s'alourdir dans l'archipel du Pacifique, les émeutes ayant entraîné treize mort et causé des dégâts matériels estimés à au moins 2,2 milliards d'euros.

À l'origine des émeutes, un texte de loi voté par les sénateurs et les députés, qui consiste à élargir le corps électoral aux élections provinciales, essentielles dans l'archipel. Les partisans de l'indépendance de ce territoire avaient jugé que ce dégel risquerait de réduire leur poids électoral et de «minorer encore plus le peuple autochtone kanak».

**Période de prohibition**

Outre le prolongement du couvre-feu, les autorités françaises ont annoncé la prorogation d'autres mesures administratives visant à «restaurer la sécurité».

Parmi ces mesures prorogées, le port, le transport, ainsi que l'utilisation d'armes et de munitions interdits jusqu'au 4 novembre. A également été prohibée la vente au détail aux particuliers de carburant, de produits combustibles ou corrosifs dans tout récipient transportable.

Les restrictions de libertés concernent également les rassemblements, défilés et cortèges en dehors des marchés et manifestations sportives habituels.

La vente d'alcool est par ailleurs interdite jusqu'au 3 novembre, à moins qu'elle ne s'exerce sur place dans les bars et restaurants. Ces derniers ont néanmoins été autorisés à vendre des quantités limitées d'alcool, seulement du lundi au vendredi midi.

**RT France 21 Octobre 2024**

# Cuba : Quand la stupidité nous ronge l'âme

Par Raul Capote

Je sais que cela sera lu par quatre chats, des algorithmes et d'autres mauvaises herbes aussi. Mais, soit nous sommes en train de devenir irrémédiablement stupides par nous-mêmes, soit la stupidité crasse de ce monde, est destiné à rester parmi nous, comme un virus maléfique et mortel ou les deux.

Il s'avère que maintenant il y a ceux qui regrettent la compagnie d'électricité cubaine, oui, la yankee, qui facturait des prix élevés et procurait à beaucoup de gens de ce pays, non pas des pannes de courant, mais l'obscurité éternelle, surtout dans nos champs.

D'autres donnent comme solution magique de remettre les rênes du SEN à une entreprise privée, angélique, bien sûr, certainement, car ils sont si bons, ils factureront des prix subventionnés pour la consommation à la population, comme le fait l'État maintenant, et ne factureront pas le prix réel qui couvre le coût et le profit, comme c'est logique, ils si solidaires… Peut-être n'avons-nous rien appris de nos entreprises privées, encore petites, et leur "solidarité" croissante, très bon marché.

Si vous voulez, posez des questions à Porto Rico sur LUMA Energy et les terribles pannes d'électricité dont ils souffrent depuis des années, en raison de l'inefficacité de la privatisation ou, regardez, allez en Équateur où il y a des pannes d'électricité de plus de 10 heures. Ah ces deux-là ne subissent ni guerre économique ni blocus.

Je pourrais donner des dizaines d'exemples, mais il vaut mieux vous conseiller de retourner à vos livres et de quitter les réseaux antisociaux, qui font de nous des imbéciles.

Parce qu'il ne s'agit pas seulement de ce qui est lié avec ce que nous subissons en ce moment, tous les Cubains, avec les pannes d'électricité dont nous savons très bien à quoi elles sont dues ou, du moins, nous sommes censés le savoir..

Cela a à voir avec chaque "solution" que certains proposent sur les réseaux. Tant d'ego, tant d'ignorance, tant de mauvaise foi, tant d'amour pour les chaînes, il ne nous reste plus qu'à demander qu'on nous remette les chaînes.

Je n'arrive pas à croire ce que je lis ces jours-ci, c'est vraiment inquiétant.

**Résumé latino-américain**
**Traduction Françoise Lopez**
**Bolivar Infos 21 Octobre 2024**

# Directory Classified




**Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com**



**ATTORNEY**

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

**AUTO DONATIONS**

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.



**HEALTH**

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

**HEALTH**

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

**HEALTH**

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

**HEALTH**

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

**HELP WANTED**

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

**HELP WANTED**

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HOME IMPROVEMENT**

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

**MISCELLANEOUS**

When veterinary care is unavailable or unaffordable, ask for Happy Jack® animal healthcare for cats, dogs, & horses. At Tractor Supply® (www.happyjackinc.com)

**MISCELLANEOUS**

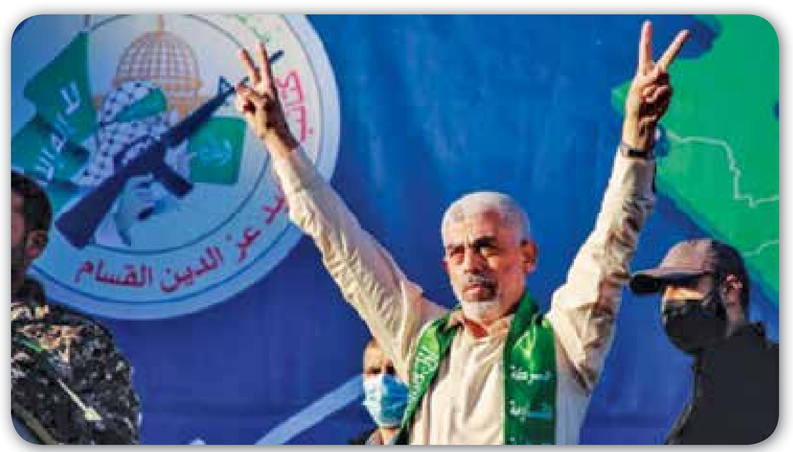
Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

**REAL ESTATE**

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition.

# Déclaration du Hamas : Le martyre de Yahya Sinwar « ne fera que renforcer notre résistance »

Avec toute la fierté, la dignité et l'honneur, le Mouvement de résistance islamique, le Hamas, pleure notre peuple palestinien, notre nation entière et les peuples libres du monde, l'un des hommes les plus nobles et les plus courageux, un homme qui a consacré sa vie à la Palestine et a donné son âme pour l'amour d'Allah sur le chemin de sa libération. Il était fidèle à Allah, et Allah lui était fidèle, le choisissant comme martyr aux côtés de ses compagnons martyrs : Nous pleurons le grand leader national, le frère martyr moudjahid Yahya Al-Sinwar (Abu Ibrahim), chef du bureau politique du Mouvement de résistance islamique (Hamas) et commandant de la bataille du déluge d'Al-Aqsa.



Le chef du Hamas Yahya Al-Sinwar

Il s'est élevé comme un martyr héroïque, avançant sans jamais reculer, brandissant son arme, engageant et affrontant l'armée d'occupation sur les lignes de front. Il s'est déplacé entre toutes les positions de combat, inébranlable et stationné sur la terre honorée de Gaza, défendant la terre de Palestine et ses lieux saints, inspirant l'esprit d'endurance, de patience, de constance et de résistance.

Notre grand peuple, nos nations arabes et islamiques et les peuples libres du monde : Le leader martyr Yahya Al-Sinwar a vécu comme un moudjahid, et dès sa jeunesse, il a tracé son chemin dans les rangs du Hamas, s'engageant dans ses opérations de résistance. Pendant 23 ans d'emprisonnement, il a triomphé du geôlier sioniste. Après sa libération dans le cadre de l'accord de Wafa al-Ahrar, il a continué ses contributions, ses plans et ses combats jusqu'à ce que ses yeux soient témoins, le 7 octobre 2023, du jour du grand déluge qui a secoué les profondeurs de l'entité, exposant la fragilité de sa prétendue sécurité.

Les épopées héroïques de notre peuple et la valeur de notre résistance victorieuse se sont succédées jusqu'à ce qu'il atteigne le rang le plus élevé et la plus noble médaille, s'élevant en tant que témoin et martyr, satisfait du jihad et du sacrifice qu'il a offert. Le leader martyr Yahya Al-Sinwar a suivi les traces de grands leaders martyrs, notamment le martyr fondateur Cheikh Ahmed Yassin, le Dr Abdelaziz Al-Rantisi, Al-Maqadmeh, Abu Shanab, Jamal Mansour, Jamal Saleem, le leader martyr Ismail Haniyeh et son adjoint Cheikh Saleh Al-Arouri, ainsi que la caravane de martyrs de tous nos dirigeants et de notre peuple.

**Le martyre « nous rend plus déterminés et plus inébranlables »**

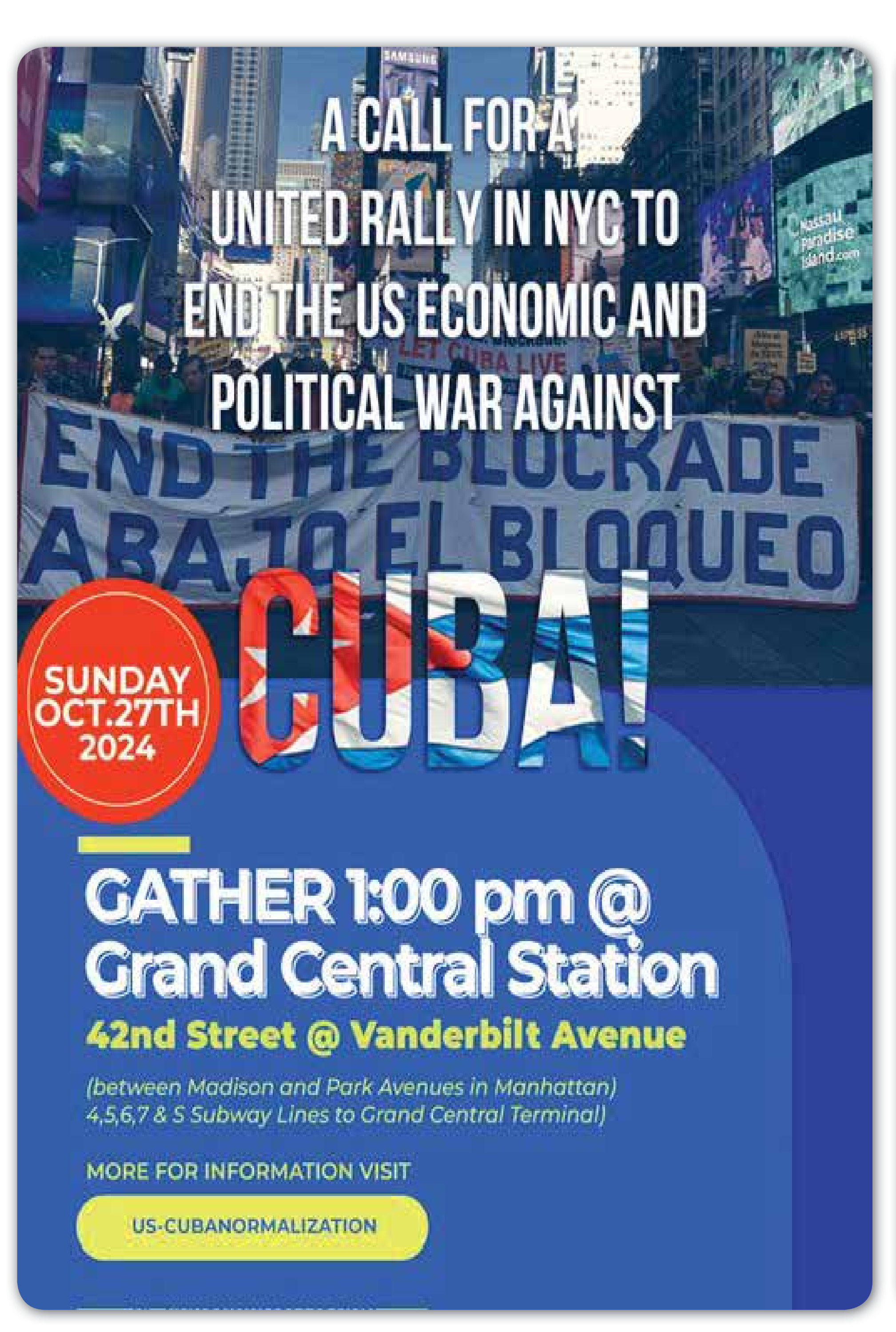
Nous affirmons que ces sacrifices continueront d'éclairer notre chemin et de nous pousser vers plus de résilience et de persévérance. Le Hamas reste fidèle à la promesse de ses dirigeants fondateurs et de ses martyrs jusqu'à ce que les aspirations de notre peuple soient pleinement réalisées : la libération et le retour complets, et l'établissement d'un État palestinien sur tout le territoire national avec Al-Qods comme capitale, par la volonté d'Allah. Cela deviendra une malédiction pour les envahisseurs qui sont étrangers à cette terre.

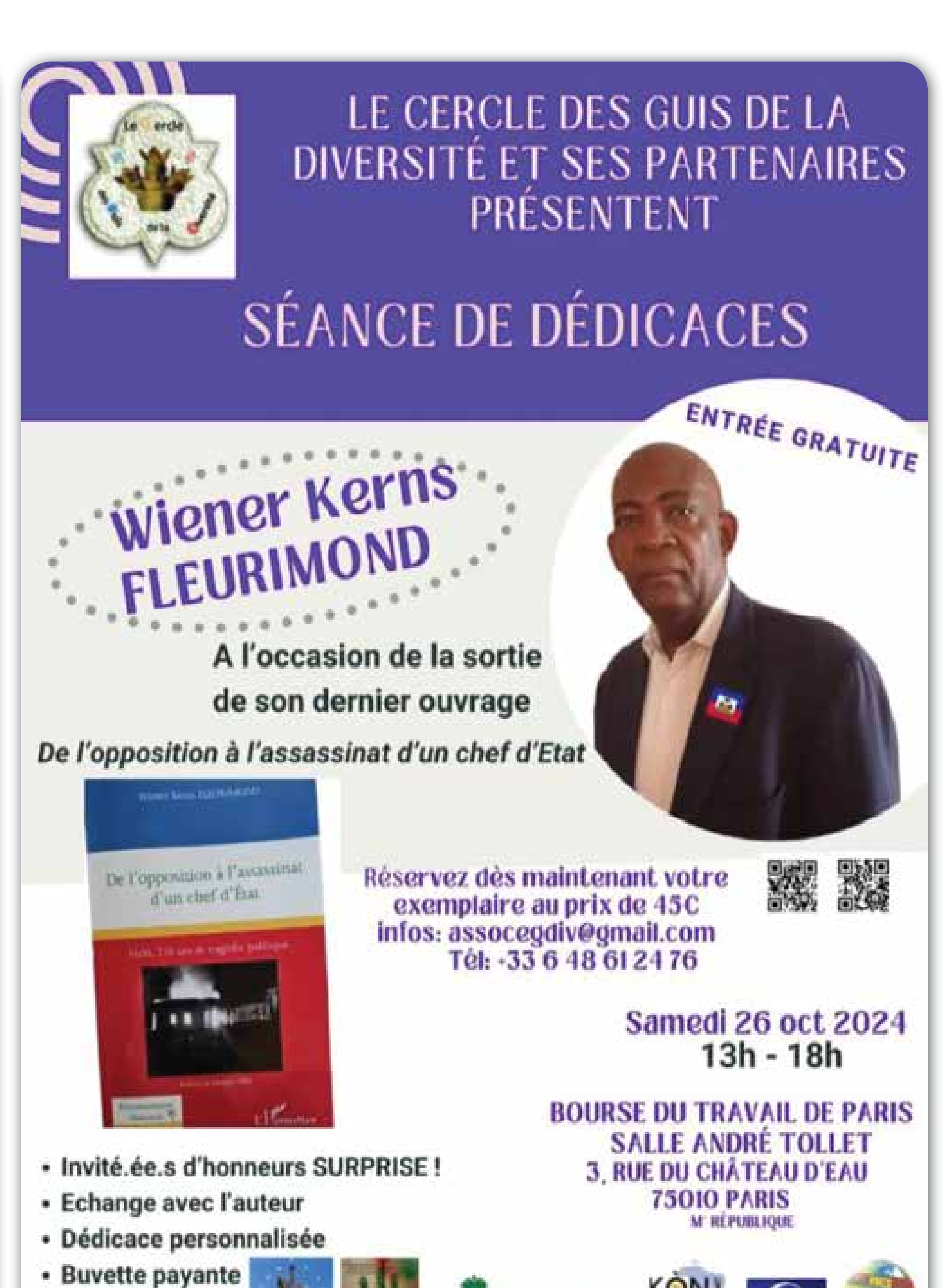
Notre grand peuple, nos nations arabes et islamiques et les peuples libres du monde : le martyre du frère leader Yahya Al-Sinwar, ainsi que de tous les dirigeants et icônes du mouvement qui l'ont précédé sur le chemin de l'honneur, du martyre et du projet de libération et de retour, ne fera que renforcer le Hamas et notre résistance, nous rendant plus déterminés et plus constants dans leur chemin, en honorant leur sang et leurs sacrifices. Un mouvement qui offre ses dirigeants et ses membres comme martyrs pour défendre les droits de son peuple est un mouvement noble, authentique et profondément enraciné dans son peuple.

A ceux qui pleurent les occupants capturés par la résistance, nous disons : Ils ne reviendront pas sans la cessation de l'agression contre Gaza, son retrait et la libération de nos héroïques prisonniers des prisons de l'occupation. Nous continuons sur la voie du Hamas, et l'esprit du Déluge d'Al-Aqsa restera une flamme vivante dans le cœur de notre peuple. Nous restons fidèles à ton engagement, Abou Ibrahim, et ton drapeau ne tombera jamais mais restera haut et fièrement levé.

Que la paix soit sur toi, Abou Ibrahim, l'homme humble et pieux. Que la paix soit sur toi, le prisonnier. Que la paix soit sur toi, le combattant. Que la paix soit sur toi, le martyr. Que la paix soit sur toi, car l'histoire retiendra que tu as écrit la première ligne de la guerre de libération et de la fin de l'occupation. Qu'Allah ait pitié de toi et t'accorde la plus haute place au paradis avec les prophètes, les véridiques, les martyrs et les justes, et quels excellents compagnons ils sont. Et c'est un djihad de victoire ou de martyre.

**Resistance News Network**
**18 octobre 2024**


A CALL FOR A
UNITED RALLY IN NYC TO
END THE US ECONOMIC AND
POLITICAL WAR AGAINST
END THE BLOCKADE
ABAJO EL BLOQUEO
CUBA!
SUNDAY
OCT.27TH
2024
GATHER 1:00 pm @
Grand Central Station
42nd Street @ Vanderbilt Avenue
(between Madison and Park Avenues in Manhattan)
4,5,6,7 & S Subway Lines to Grand Central Terminal)
MORE FOR INFORMATION VISIT
US-CUBANORMALIZATION


LE CERCLE DES GUIS DE LA
DIVERSITÉ ET SES PARTENAIRES
PRÉSENTENT
SÉANCE DE DÉDICACES
ENTRÉE GRATUITE
Wiener Kerns
FLEURIMOND
A l'occasion de la sortie
de son dernier ouvrage
De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'Etat
Réservez dès maintenant votre
exemplaire au prix de 45€
infos: assocegdiv@gmail.com
Tél: +33 6 48 61 24 76
Samedi 26 oct 2024
13h - 18h
BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS
SALLE ANDRÉ TOLLET
3, RUE DU CHÂTEAU D'EAU
75010 PARIS
M° RÉPUBLIQUE
• Invité.ée.s d'honneurs SURPRISE !
• Echange avec l'auteur
• Dédicace personnalisée
• Buvette payante
CORECOHF
L'Harmattan
KONANBI HAITI